



Ministère de l'Enseignement Supérieur et de la Recherche Scientifique

Université Mouloud MAMMARI de Tizi – Ouzou

Faculté des Sciences Economiques, Commerciales et des Sciences de Gestion

Département des Sciences Economiques

1ère Année tronc Commun LMD

Polycopié

INTRODUCTION À L'ÉCONOMIE

Réalisé par

Naima HACHEMI – DOUICI

Docteure ES Sciences Économiques

2025 / 2026

Ce polycopié contenant les cours du module « Introduction à l'économie » est destiné aux étudiants en 1^{ère} année Tronc Commun LMD (Premier semestre).

Module : Introduction à l'économie

Présenté par Madame HACHEMI épouse DOUICI Naïma

*Maître de Conférence « B » à la Faculté des Sciences
Economiques, Commerciales et des Sciences de Gestion*

Département des Sciences Economiques

Unité d'enseignement : Fondamentale

Crédits : 6

Coefficient : 3 dualités

Nombre de séances exigées : 14 séances de trois heures

Objets de l'enseignement

Le cours " **INTRODUCTION A L'ECONOMIE** " est destiné aux étudiants de première année en sciences économiques, commerciales, et des sciences de gestion. Ces derniers trouveront tous les concepts fondamentaux de base d'une manière détaillée, traitant ainsi tout le programme tel que présenté par le ministère de l'enseignement supérieur et de la recherche scientifique. Le contenu de ce polycopié est présenté avec un style simple, suivi d'exemples explicatifs pour le rendre compréhensible, facile à saisir et à retenir.

À ce support de cours s'ajoutent plusieurs documents et ressources utiles pour une meilleure compréhension de la matière.

Le cours est organisé en une séance de cours de trois heures (magistral) et en une séance de travail dirigé, animée par les étudiants au moyen de mini-travaux de recherche sous forme d'un travail à présenter pendant la séance, et ce pendant 10 minutes et le reste de TD sera réservé aux débat et d'autres questions liées aux différentes thématiques.

Ce document ne remplace pas le cours. Il sert uniquement de support pour vous guider. Les explications, les exemples abordés et les questions-réponses discutées pendant le cours sont essentiels pour une meilleure compréhension des différents chapitres énumérés dans le programme.

*« Et si l'étude de l'économie ne peut en elle-même
vous rendre riche elle vous fournira sans aucun
doute un certain nombre d'outils qui vous aideront
à atteindre cet objectif »
N.Gregory Mankiw*

Introduction Générale

Comme cité précédemment, Le cours " **INTRODUCTION A L'ECONOMIE** " est destiné aux étudiants de première année en sciences économiques, commerciales, et des sciences de gestion. Ces derniers trouveront tous les concepts fondamentaux de base d'une manière détaillée, traitant ainsi tout le programme tel que présenté par le ministère de l'enseignement supérieur et de la recherche scientifique. Le contenu de ce polycopié est présenté avec un style simple, suivi d'exemples explicatifs pour le rendre compréhensible, facile à saisir et à retenir. De ce fait, ***comment pouvons-nous présenter ce cours pour que les étudiants vont profiter pleinement de cet enseignement ?***

L'objectif de ce cours est de présenter les différents outils de travail et de formation aux étudiants afin de comprendre clairement et aisément les différents concepts et notions économiques globaux.

Comme éléments préliminaires, nous pouvons noter que l'économie est indissociable de la vie courante des individus, tous les problèmes qui nous entourent sont d'ordre économique. (SASSI TMAR, S, 2017, p2). En effet, Dans l'accomplissement de ses activités quotidiennes, tout individu a un comportement économique bien déterminé.

Tous les comportements économiques de ces individus font partie des opérations économiques. Les acteurs économiques qui effectuent ces opérations font partie de certaines catégories d'agents économiques. Ces derniers se rencontrent sur des marchés pour échanger des biens et services, des valeurs mobilières et autres, faisant appel à des prix : L'échange se manifeste par des flux qui circulent entre les différents agents, comme il nécessite l'utilisation de la monnaie (MZIOU, F et FOURATI, W, 2006, p 03).

Le vocable "Economique" est d'origine grecque. Xénophon¹, au 5^{ème} siècle avant JC, fût le premier à utiliser ce mot pour intituler l'un de ses derniers écrits se rapportant à la question de l'économie.

Comme toute discipline, nous ne pouvons considérer l'économie comme une science que si l'on parvient à délimiter son objet et sa méthode de connaissance scientifique. En fait, la science économique, pour se distinguer des autres sciences sociales et humaines qui ont aussi pour objet l'être humain, se définit par un **objet** d'étude et une **méthode** qui lui sont propres.

L'économie est une façon particulière d'étudier les comportements des hommes. Elle part du constat que les hommes éprouvent des besoins illimités, mais que les ressources dont ils disposent pour les satisfaire n'existent qu'en nombre limité (phénomène de rareté) : en conséquence, ils doivent faire des choix. La science économique est donc, la science des choix, ou science de la décision (LONGATTE, J et VANHOVE, P, 2016, p 1).

Définir l'objet et la nature de l'économie consiste à préciser dans un premier temps comment a évolué le concept dans le temps. L'étude de l'histoire de la pensée économique permet de recenser les principaux courants théoriques, ces derniers s'accordent à classer cette discipline dans la grande famille des sciences humaines ou sociales (CHKOUNDALI. R, 2006, p 4). Dans un second temps, à clarifier ses domaines de recherche, ses différentes méthodes d'analyse et sa relation avec les autres sciences. En d'autres termes, nous intéressons à savoir de quoi s'occupe la science économique (*chapitre 1*).

Comprendre le fonctionnement de la Science Economique consiste à résoudre la problématique de satisfaction des besoins illimités avec les biens qui sont limités. La réponse réside dans la rationalité des agents économique et dans leurs aptitudes à faire des choix efficaces (*Chapitre 2*).

Cependant, pour mieux appréhender et pour ne pas se perdre dans les différentes définitions et appréciations des dissemblables économistes, écoles et approches, nous allons présenter comment est organisée l'activité économique. Il s'agit exactement, de définir les agents économiques, appelés également Secteurs Institutionnels (SI), et les grandes catégories d'opérations économiques qu'ils réalisent entre eux, qui les rendent interdépendants et qu'ils réalisent également avec les différents marchés. Ces SI, ces opérations économiques et ces marchés sont regroupés dans un schéma appelé Circuit Économique (*Chapitre 3*).

Ceci étant dit, chaque agent économique contribue au fonctionnement global de l'économie grâce aux diverses fonctions. Ces dernières sont essentielles pour comprendre comment les ressources sont allouées, comment les biens et services sont produits et distribués, et comment la richesse et le revenu sont répartis.

La compréhension des mécanismes de production et de répartition ainsi que les différents emplois du revenu permet d'analyser les dynamiques économiques et de mettre en

place les politiques pour favoriser la croissance, l'efficacité et l'équité au sein de la société (*Chapitre 4*).

En outre, produire, acheter et vendre des biens et services, travailler, consommer, épargner, globalement, toutes les fonctions économiques reposent sur des échanges monétaires. Autrement dit, la monnaie est instrument qui permet aux individus de participer aux échanges marchands dans un espace donné (BRAQUET, L et MOUREY, D, p 225). Comment a évolué ce moyen d'échange ? Et quelles sont ses formes et fonctions ?

(*Chapitre 5*).

En théorie, les différentes opérations effectuées par les agents économiques sur les différents marchés doivent aboutir à un équilibre. Cependant, la réalité nous dicte d'autres situations, marquées par de grands déséquilibres qualifiés de macro-économiques, car elles se manifestent au niveau d'une économie nationale dans sa globalité. Le chômage, l'inflation, le déséquilibre du commerce extérieur, ...sont autant de déséquilibres qui parviennent à perturber le bon fonctionnement de l'activité économiques (*Chapitre 6*).

Enfin, toute l'activité économique à l'international des différents acteurs contribuant à la création de richesses et au développement économique, sont encadrées par de grandes institutions internationales. Qu'il s'agisse de du Fonds monétaire international (FMI), de la Banque mondiale ou encore de l'Organisation mondiale du commerce (OMC), contribuent à apporter des solutions collectives aux grands défis mondiaux, tels que les crises économiques, les conflits armés ou le changement climatique. Ceci étant dit, afin de favoriser le développement, la stabilité et l'influence collective sur la scène mondiale, les regroupements régionaux occupent une place croissante. Ils rassemblent plusieurs pays d'une même région afin de renforcer leur coopération économique, politique ou sociale. Parmi ces organisations, nous citons : l'Union du Maghreb Arabe (UMA); l'Union Européenne (UE), l'Union Africaine (UA) ou encore l'Association des nations de l'Asie du Sud-Est (ASEAN)...

(*Chapitre 7*)

Chapitre I: Objet et nature de la Science Économique

Section 1 L'objet de la Science Économique

- 1.1. L'émergence du concept « Économie »*
- 1.2. La définition de l'économie*
- 1.3. La relation de la science économique avec les autres sciences*
- 1.4. La méthode de la science économique*
- 1.5. La Micro-Économie*
- 1.6. La Macro-Économie*
- 1.7. La méthode inductive*
- 1.8. La méthode déductive*

Section 2 : La nature de l'activité économique

Chapitre I : L'objet de la science économique et la nature de l'activité économique

Définir l'objet de l'économie consiste à préciser ses domaines de recherche. Les définitions de l'objet de l'économie et de sa méthode diffèrent d'un courant de pensée à un autre. L'étude de l'histoire de la pensée économique permet de recenser les principaux courants théoriques ayant abordé l'objet de cette discipline. Ces derniers s'attachent à classer cette discipline dans la grande famille des sciences humaines ou sociales. Par conséquent, le domaine de préoccupation de l'économie concerne les activités des hommes ou encore l'activité économique.

Section 1 : L'objet de la science économique

Définir l'objet d'une discipline revient à étudier son domaine de recherche et d'application. L'objet de la science économique est lié à un environnement économique, il est, donc, de caractère évolutif, de la science des richesses, à la science de l'échange et à la science de la rareté (CHKOUNDALI, R, 2006, p09).

1.1. L'émergence du concept « Economie »

Pour comprendre l'économie et le vocabulaire des économistes, il est nécessaire de se plonger brièvement dans l'histoire intellectuelle de cette science, qui a produit des connaissances solides inscrites dans les différents courants de pensée¹.

A. La doctrine Mercantiliste (16^{ème} siècle) :

Pour les fondateurs de ce courant à savoir : **W.PETTY, T. MUN, J B. COLBERT,...** l'économie est synonyme de richesse. La plupart des mercantilistes associent cette richesse à la possession de métaux précieux comme l'Or ou l'Argent. Comment réaliser cette richesse ?

Le commerce extérieur est source d'enrichissement. Pour qu'une nation s'enrichisse, il faut que sa balance commerciale soit excédentaire, c'est-à-dire que la valeur de ses exportations dépasse celle des importations

Pour réaliser cette balance excédentaire, l'Etat doit intervenir dans l'économie en mettant en place une politique tarifaire protectionniste, il faut importer seulement les produits de base et les matières premières et encourager l'exportation de produits fini et manufacturés.

B. La doctrine Physiocrate (17^{ème} siècle):

¹ BRAQUET (L), comprendre les fondements de l'économie, introduction approfondie à l'économie, éd De boeck, Bruxelles, 2015, p 29.

Pour les fondateurs de cette doctrine française : **F. QUESNAY, R. J. TURGOT, ...** l'économie est basée sur une richesse réelle, qui est constituée de biens matériels et non pas d'OR et d'Argent. Les causes de la richesse est bien l'agriculture, seule, est productrice, par contre l'industrie, les arts et manufactures sont réputés être « stériles », ne faisant que transformer les richesses mais ne créant pas de surplus.

C. La doctrine Classique : (Fin 17^{ème} siècle et début du 18^{ème} siècle).

Parmi les principaux auteurs classiques, nous pouvons citer : **A. SMITH, D. RICARDO, J. B. SAY, J. S. MILL, ...** Durant cette période, l'économie requiert réellement un statut de « science autonome ». Si les idées du courant classique sont très diverses, elles ont en commun de défendre les principes du libéralisme économique, soit l'idée fondamentale que les mécanismes de marché doivent occuper une place centrale dans l'économie, que l'Etat ne doit pas intervenir dans les affaires économiques.

- **Pour A. SMITH (1723-1790)**, dans son ouvrage : « La recherche sur les causes et la nature de la richesse des nations », publié en 1776, nous montre que l'économie est basée sur la richesse et que cette dernière provient spécialement de : - **la spécialisation et la division du travail** (une division du travail est responsable de la grande multiplication des produits et une spécialisation technique à l'intérieur d'une manufacture est source d'efficacité) ; - **la main invisible** (laisser les individus chercher leurs propres intérêts et de s'enrichir. L'enrichissement de ces individus conduit à l'enrichissement de la nation).
- **Pour D. RICARDO (1772-1823)**, dans son ouvrage : « Les principes de l'économie politique et de l'impôt », publié en 1817, nous montre que : - **le libre-échange** est une autre voie pour l'enrichissement. De ce fait, la spécialisation internationale est nécessaire, chaque pays doit se spécialiser en fonction de ses capacités et aptitudes propres dans la production de biens pour lesquels il détient un avantage comparatif ; - **la valeur d'un bien**, l'auteur distingue deux types de valeurs : **la valeur d'usage** (la propriété de satisfaire un besoin, tirer une utilité) et **la valeur d'échange** (elle dépend de sa rareté et de la quantité du travail incorporée qui permettra de fixer le prix du bien, un bien qui n'a aucune utilité ne peut pas avoir de valeur).
- **Pour J. B. SAY (1767-1832)**, dans son ouvrage : « Traité d'économie politique », publié en 1803, il développe la célèbre **loi de Débouchés**, dite par la suite « **la loi de Say** », qui stipule « chaque offre crée sa propre demande ». D'après cette loi, toute

production de biens entraîne la distribution du coût des facteurs, donc des moyens nécessaires à leur acquisition. Selon les classiques, les crises globales de surproduction sont donc impossibles. Enfin, pour SAY, « L'objet de l'économie politique est la connaissance des lois qui président à la formation, à la distribution et à la consommation des richesses » (SAY, J B, 1803).

Enfin, globalement pour les classiques, l'objet de la science économique s'élargit à l'étude de « la manière dont se forment, se distribuent et se consomment les richesses ».

D. La doctrine Néo-Classique (19^{ème} siècle):

Les économistes néo-classiques (L. WALRAS ; V. PARETO ; A.MARSHALL) s'opposent à la valeur du travail et mettent en avant le rôle de *l'utilité marginale* (est le supplément d'utilité que procure la dernière unité consommée). Parmi les principes développés par ce courant nous citons : *l'homoeconomicus*, être rationnel dont toutes les actions sont guidées par le souci de maximiser sa satisfaction tout en minimisant les couts. Le raisonnement néo-classique est avant tout micro-économique. *L'équilibre général*, il est obtenu par juxtaposition des préférences individuelles des agents qui donne une courbe d'offre croissante et une courbe de la demande décroissante. A l'intersection des deux courbes, l'équilibre est obtenu et représente un *optimum de Pareto*. Enfin, l'analyse Néo-Classique est basée sur *la micro-économie* en étudiant les besoins individuels et non ceux de la société.

En résumé, les courants classique et néoclassique reposent sur la même croyance en le libéralisme. C'est pour cela qu'il est admis que le courant classique est l'ancêtre du courant néoclassique. C'est surtout la méthode d'analyse qui diffère (individualisme méthodologique et formalisation mathématique).

E. La doctrine Marxiste (mi du 19^{ème} siècle):

Karl Marx (1818-1883) fonde son analyse économique sur les tensions sociales engendrées par le capitalisme. La condition ouvrière de l'époque lui fait dresser un bilan très négatif du capitalisme et développer l'idée d'un autre système (**LONGATTE. J et VANHOVE.P, 2016, p 6**).

Dans son ouvrage « Le capital », publié en 1867, a beaucoup critiqué la doctrine libérale. Le capitalisme engendre deux classes sociales : la classe bourgeoise qui détient le

capital et la classe prolétarienne qui ne détient que son travail. Son analyse se différencie par la prise en compte de liaison entre les structures sociales et économiques. Son raisonnement s'appuie sur *la valeur du travail*.

- **L'exploitation de la classe ouvrière** repose sur les mécanismes de création et de répartition de la valeur. Pour Marx, la valeur des biens provient exclusivement du travail nécessaire à leur fabrication : travail vivant, mis en œuvre pour produire, et travail mort, déjà incorporé dans les moyens de production. Comme la force de travail est aussi une marchandise, le déséquilibre offre-demande fait apparaître une différence entre le salaire et la valeur créée par la force de travail. L'appropriation de cette **plus-value** par les capitalistes constitue le fondement de l'exploitation.

- **Baisse du taux de profit et crises capitalistes** : la concurrence conduit le capitalisme à des crises. Le capitalisme est un système condamné à disparaître.

F. La doctrine keynésienne (1883-1946) (20^{ème} siècle):

John Maynard KEYNES écrit dans le contexte de la grande crise des années 30 et tente d'apporter un schéma d'action pour lutter contre la crise dans son célèbre ouvrage intitulé « La théorie générale sur l'emploi, le chômage et la monnaie ». Son analyse est strictement macro-économique, est menée en terme de circuit. De ce fait, l'intervention de l'Etat est plus que nécessaire. Pour Keynes, le libre fonctionnement des marchés ne conduit pas à l'équilibre.

En résumé, la définition et l'évolution du concept « Economie » changent avec le temps et selon les systèmes de pensée.

Trois points sont à signaler :

- **L'économie comme science de la richesse** : Selon les mercantilistes, les physiocrates et les classiques, la SE est définie comme une science de la richesse. La source de cette dernière diffère d'un courant à un autre (Accumulation de l'OR, l'agriculture, la division du travail, le commerce international,...)
- **L'économie comme science de l'échange marchand** : selon les Néo-classiques, un bien ou un service n'a pas de valeur en soi, il a une valeur s'il

satisfait un besoin et il a une utilité, mais comment mesurer cette valeur ? la valeur n'apparaît que dans l'échange ($V = Q \cdot Px$)

- **L'économie comme science de la rareté et des choix efficaces** : selon la théorie libérale du 20^{ème} siècle, l'économie est définie comme science qui étudie le comportement humain en tant que relation entre les fins et les moyens rares à usages alternatifs. [L. ROBBINS, 1947]

1.2. Définition du concept « Economie »

Le terme "Economique" se compose de 2 mots : 'maison' et 'arranger'. Ainsi, l'Economique est l'effort par lequel est réalisé l'ordre dans la maison.

Qu'au 16^{ème} siècle qu'un économiste français, Antoine Montchrestien², pensa à appliquer les règles de bonne gestion de la maison à la gestion de l'Etat. Ainsi, nous sommes passés de « la mise en ordre dans la maison » à « la mise en ordre dans la cité, dans l'Etat », puisque le politicien est confronté à la même problématique, à savoir, la rareté des ressources.

D'une manière globale, l'économie étudie la manière dont les individus, les groupes et les sociétés emploient les ressources rares en vue de satisfaire au mieux leur besoin.

Autrement dit, l'économie est une science sociale et humaine qui étudie la façon dont les hommes s'organisent pour produire, répartir, distribuer et consommer les biens et les services destinés à satisfaire leurs besoins.

Selon **Raymond Barre**, "la science économique est la science de l'administration des ressources rares. Elle étudie les formes que prend le comportement humain dans l'aménagement de ses ressources, elle analyse et explique les modalités selon lesquelles un individu ou une société affecte des moyens limités à la satisfaction des besoins nombreux et illimités" (Economie politique, Paris PUF, Collection Thémis, 1969, tome 1).

Edmond MALINVAUD, définit l'économie comme suit : « L'économie est la science qui étudie comment les ressources rares sont employés pour la satisfaction des besoins des hommes vivant en société; elle s'intéresse, d'une part, aux opérations essentielles que sont la production, la distribution et la consommation de biens et, d'autre part, aux institutions et aux activités ayant pour objet de faciliter ces opérations » (Leçons de théorie micro-économique, Dunod , 1968)

D'après **Paul Samuelson** : "l'économie est l'étude de la façon dont l'homme et la société choisissent, avec ou sans recours à la monnaie, d'employer des ressources productives rares qui sont susceptibles d'emplois alternatifs, pour produire divers biens, et les distribuer en vue de la consommation, présente ou future, des différents individus et groupes qui constituent la société" (L'Economie, Paris Armand Colin, Collection U, 1972, tome1).

Pour P. SAMUELSON, l'objet de la science économique est de répondre à quatre questionnements :

- ➔ **Que produire ?** Quels biens et quels services faut-il produire, et en quelles quantités ?
La réponse à ces diverses questions dépend des besoins des individus et de la collectivité.
- ➔ **Comment produire ?** quelles ressources peut-on employer ? quelles techniques à utiliser ? la combinaison de trois facteurs contribue à la réalisation de la production : les ressources naturelles, le capital et les ressources humaines.
- ➔ **Pourquoi produire ?** afin de satisfaire les besoins des individus et de la collectivité.
- ➔ **Qui produit ?** les entreprises ayant pour fonction principale la production de biens et services.

1.3. La relation entre l'économie et les autres sciences

Par sa méthode, l'économie est classée comme une science sociale. Cette approche induit que l'économie est étroitement liée aux autres sciences de la sociologie, la politique, la psychologie, les mathématiques, etc... Toutes ces disciplines étudient les interactions et le comportement des êtres-humains individuellement et en groupe. L'économie pourrait être indépendante de ces sciences ? Nous traitons cette question en analysant les liens qui existe entre l'économie et les autres sciences :

La sociologie, qui est l'étude du comportement social humain, peut avoir un effet quantifiable sur l'application de l'économie de plusieurs manières. Les cours boursiers, par exemple, sont souvent beaucoup plus influencés par les perceptions des investisseurs et des actionnaires que par des données concrètes. Comprendre ce qui motive le comportement humain peut conduire à un modèle économique mieux préparé, et peut également signifier que les marchés peuvent être adaptés autour de modèles de comportement spécifiques.

La politique et l'économie sont plus visiblement liées, grâce au lien indissociable entre la science de l'État et la santé de l'économie. Fait intéressant, il y a beaucoup de débats sur le niveau d'accord que les économistes universitaires ont avec les décisions économiques politiques, en raison des échelles de temps souvent longues nécessaires pour mettre en œuvre et modifier les modèles économiques, ce qui est souvent en contradiction avec le besoin de solutions politiques rapides. [Vision du Monde, disponible en ligne]

Actuellement, l'économie est présente dans tous les domaines d'activités. Ce qui nous permet de définir plusieurs économies : économie financière, commerciale, industrielle, de la santé, environnementale,....

1.4. La méthode et champs d'analyse de la Science Economique :

Le raisonnement économique est construit à partir d'un ensemble de modèles et d'hypothèses utilisés pour expliquer la réalité économique. La démarche suivie par les sciences consiste à décrire, expliquer et prévoir les faits afin d'orienter l'action humaine. La question qui se pose est de savoir si l'économie est en mesure d'assumer ce rôle. En d'autres termes, l'économie peut-elle étudier de manière scientifique certains aspects du comportement humain ? [ATTAR. N, *économie générale, disponible en ligne*].

La science économique dispose de plusieurs outils d'analyse, nous citons deux par exemple :

- **La micro-économie** : elle s'intéresse à l'analyse du comportement individuel des agents économiques (comportement du consommateur, du producteur,...).
L'individu est supposé être rationnel, c'est-à-dire son comportement est cohérent avec ses préférences et la limite de ses possibilités matérielles. L'objectif du consommateur est de maximiser sa satisfaction en fonction de son revenu limité. De même, l'objectif du producteur est de maximiser son profit en fonction de la technologie disponible. Ainsi, ces décisions individuelles sont représentées par des courbes dites d'offre et de demande qui se rencontrent sur les marchés.
- **La macro-économie** : elle s'intéresse aux quantités globales (PIB, PNB, ...) agrégés au niveau d'un pays ou un groupe de pays (UE), la macro-économie étudie les comportements collectifs des agents économiques. La macro-économie se distingue de la micro-économie par son domaine et son approche (BRAQUET, L et MOUREY, D, 2015, p26) : son domaine d'analyse concerne la régulation d'un système incluant une multitude d'agents économiques reliés par les différentes opérations. En termes

d'approches, elle appréhende l'économie au niveau des fonctions globales reliant des agrégats comme la production, le revenu, la consommation et l'investissement.

- **Méthode positive** : C'est une approche purement scientifique qui cherche à comprendre le fonctionnement des faits économiques sans aucune volonté d'apporter des modifications. C'est le domaine de la recherche scientifique.
- **Méthode normative** : C'est une démarche qui cherche à modifier le fonctionnement des choses dans un sens ou un autre.
- **La méthode inductive** : c'est une méthode qui s'appuie sur une collecte préalable de données sur le terrain pour ensuite tenter d'en induire un ensemble de propositions à généraliser.
- **La méthode déductive** : elle énonce un ensemble de propositions (hypothèses) après avoir posé la problématique, en utilisant un corpus théorique pour ensuite tenter de les valider en les confrontant à des réalités/ données recueillies sur le terrain.

Section 2 : La nature de l'activité économique

La nature de l'activité économique repose sur la production, la distribution et la consommation des biens et services nécessaires à la satisfaction des besoins humains. Elle se caractérise par l'interaction entre les ressources limitées et les besoins illimités, ce qui engendre la nécessité de choisir, d'allouer et d'utiliser efficacement ces ressources.

L'activité économique s'inscrit dans un contexte où les ressources sont limitées, tandis que les besoins des individus sont illimités. Cela crée une situation de rareté qui oblige les sociétés à faire des choix et à organiser la gestion des ressources de façon optimale (**Voir Chapitre II**).

Ainsi, la nature de l'activité économique est complexe et dynamique, reflétant les interactions entre les besoins humains, les moyens disponibles et les choix sociaux, tout en étant marqué par des évolutions constantes liées aux progrès techniques et aux transformations des marchés.

Questions de réflexion et d'application

1. *En quoi la science économique est-elle à la fois une science humaine et une science sociale ?*
2. *Quelles méthodes les économistes utilisent-ils pour analyser les phénomènes économiques ?*
3. *Pourquoi considérer l'économie comme une science ?*
4. *En quoi la compréhension de l'objet de la science économique aide-t-elle à mieux interpréter les problèmes économiques actuels (inflation, chômage, inégalités, etc.) ?*

Chapitre II: La problématique de la science économique

Section 1 : Les besoins illimités

- 1.1. Définition*
- 1.2. Classification*
- 1.3. caractéristiques*

Section 2 : Les biens limités

- 1.4. Définition*
- 1.5. typologie*

Section 3 : La rareté et les choix efficaces

Chapitre II : La problématique de la Science Economique

Comme cité précédemment, l'objet de la science économique consiste à rechercher des solutions efficaces aux trois questions fondamentales : que produire ? Comment produire ? et pour qui produire ? En réalité, toute économie vise à apporter des réponses cohérentes à ces trois interrogations essentielles.

Cette problématique universelle du « que produire, comment produire et pour qui produire » est commune à toutes les sociétés. Elle ramène ainsi l'activité économique à trois actes fondamentaux : la production, la répartition et la consommation (CHKOUDALI, R, 2006, p 16).

Section 1 : Les besoins illimités

1.1. Définition d'un besoin

C'est une sensation de manque/ d'insatisfaction qui ne peut être effacée qu'au prix d'un effort. Autrement dit, un besoin est un ensemble de désirs qui peuvent animer l'être humain à travailler afin de les satisfaire.

1.2. Les caractéristiques

Les besoins présentent généralement trois caractéristiques :

- ✚ **la diversité** : il existe une multiplicité de besoins. En plus des besoins vitaux apparaissent d'autres besoins liés au caractère de l'individu ;
- ✚ **la satiabilité** : l'intensité d'un besoin diminue au fur et à mesure qu'il est satisfait ;
- ✚ **l'interdépendance** : les besoins sont souvent complémentaires ou substituables.

1.3. La classification des besoins

Les besoins présentent des natures diverses :

- A. Besoins élémentaires/primaires/physiologiques** : ce sont des besoins vitaux liés à la nature physiologique de l'être humain, indispensables pour assurer la survie de la personne, ex : se nourrir, se vêtir, ...
- B. Besoins secondaires/matériels** : leurs satisfaction assure le bien être individuel, ex posséder un véhicule,

C. Besoins tertiaires/de luxes : leurs satisfaction assure le mieux être individuel, ex voyager.

En résumé, un besoin est donc, une exigence de la nature ou de la vie sociale, C'est une notion relative qui varie :

- Dans le temps (en fonction du degré de développement économique et social, de l'innovation technologique qui génèrent une profonde transformation des besoins ou avec les phénomènes de mode... etc.).
- Dans l'espace (en fonction des croyances, de la catégorie socioprofessionnelle ou du lieu d'habitation... etc.)

Section 2 : Les biens limités

2.1. Définition des biens

La satisfaction des besoins est obtenue à partir des biens. Un bien peut être un objet matériel ou immatériel. Il est dit économique s'il répond aux trois caractéristiques suivantes :

- ✓ L'utilité ou l'aptitude à satisfaire un besoin
- ✓ La disponibilité/ il est produit et dispose d'un prix
- ✓ La rareté

Ces biens économiques, répondant aux trois caractéristiques citées ci-dessus, n'interviennent pas de la même manière dans l'activité économique.

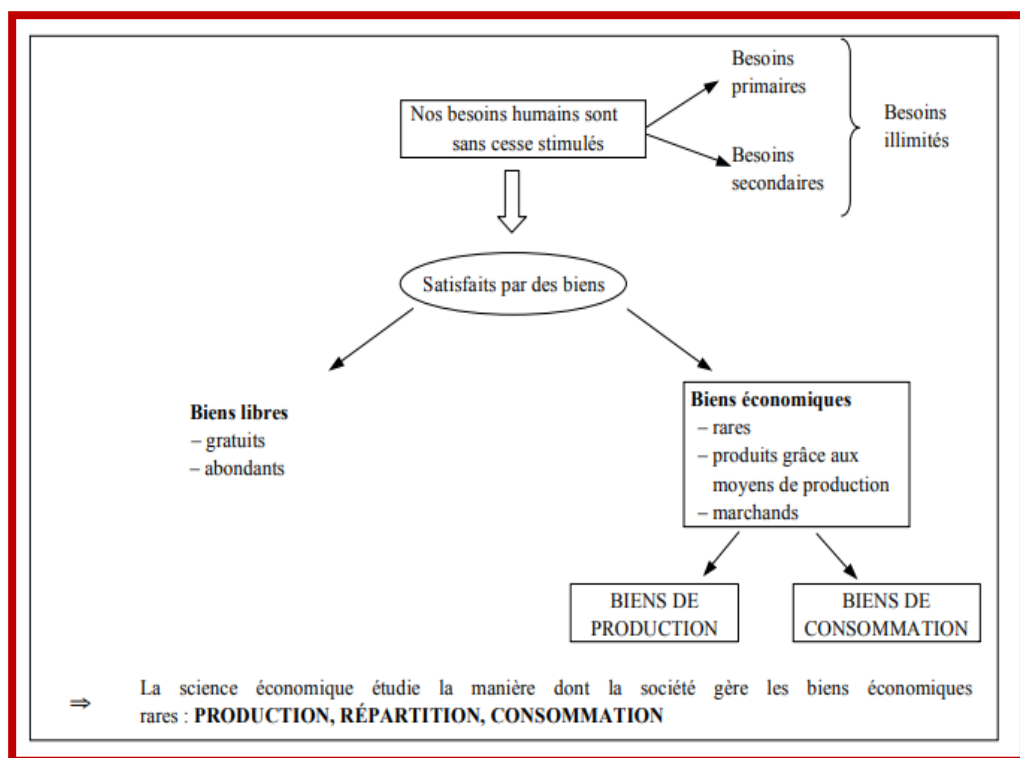
2.1. Les types de biens

Six niveaux de différenciation peuvent être cités :

- **Bien de consommation et biens de production :** les biens de consommation sont ceux qui contribuent directement à la satisfaction des besoins. Par contre les biens de production, regroupent tous les biens utilisés pour produire d'autres biens, ex les matières premières
- **Biens matériels et immatériels :** les biens matériels sont des produits tangibles, par contre les produits immatériels concernent les services.
- **Biens durables et biens non durables :** les biens durables sont des biens dont la consommation s'étend sur une période assez longue. Par contre les biens non durable, sont détruits au moment de leur utilisation, ex les matières premières.

- **Biens privés et biens collectifs** : les individus consomment des biens achetés des magasins, ce sont les biens privés. Ces même individus consomment également des biens et des services consommés par d'autres individus, ex la formation, le transport en commun,...
- **Biens complémentaire et biens substituable** : Deux biens sont dits complémentaires s'ils ne peuvent être dissociés pour la satisfaction d'un même besoin. Un bien est dit complémentaire lorsqu'il est consommé avec un autre bien. deux biens sont dits substituables s'ils peuvent être dissociés pour satisfaire un même besoin (café et thé, poisson et viande, etc...). Un bien substitut est un bien qui peut être utilisé à la place d'un autre

Figure 1: Synthèse pour comprendre ce qu'est la science économique, ce qu'elle étudie



Section 3 : La rareté et les choix efficaces

La rareté est une situation de non abondance de ressources, donc pour satisfaire les besoins, il faut dépenser un effort en travail ou consentir des sacrifices. Les économistes ont classé les ressources rares en trois catégories :

- **La terre** : ce terme recouvre toutes les ressources naturelles (ex l'énergie) ;

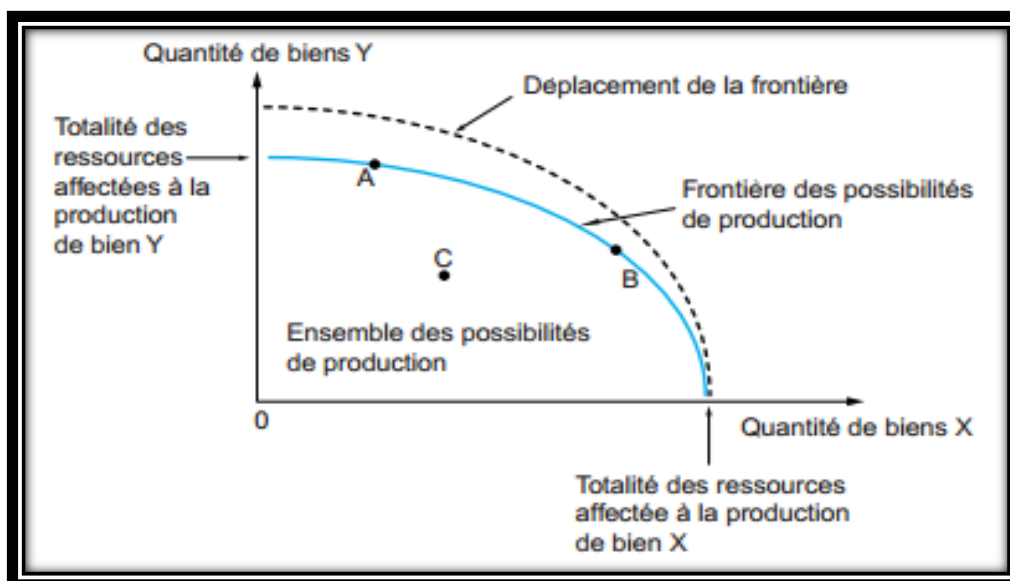
- **Le travail** : ce terme recouvre des formes très différentes de compétences (physiques et intellectuelles)
- **Le capital** : il comprend le capital financier et le capital technique (capital fixe et capital circulant)

Puisque les ressources sont rares, l'individu doit faire des choix, c'est-à-dire renoncer à une chose pour en obtenir une autre (coût d'opportunité)/ utiliser ces ressources de façon optimale et efficace. Ces choix dépendent d'abord du revenu. On parle de contrainte budgétaire. Ils sont aussi limités par les prix relatifs des biens. Ces prix relatifs permettent d'ordonner les choix des consommateurs. D'autres contraintes comme la famille, la santé et les goûts peuvent aussi modifier les choix. Ces goûts sont subjectifs. Ils varient d'un individu à l'autre. L'utilité d'une chose désigne sa capacité à nous satisfaire. L'utilité marginale désigne le supplément de satisfaction induit par la consommation d'une unité supplémentaire d'un bien ou d'un service. En général, elle est décroissante. [Disponible en ligne : www.apses.org]

La frontière des possibilités de production

▪ Le problème de la rareté peut s'illustrer par la « frontière des possibilités de production » d'une économie. Si l'on considère qu'il n'est possible de produire que deux biens X et Y, la « frontière des possibilités de production » prend l'allure suivante :

Figure 2: La courbe des possibilités de production



Source : LONGATTE, J et VANHOVE, P, (2013), *Économie Générale*, 7^{ème} édition Dunod, Paris.
p 03

▪ Les choix de production efficaces se situent sur la frontière (en A et B par exemple). À l'intérieur de l'espace des possibilités de production, l'économie se priverait de la possibilité de produire plus de biens X et Y (en C). Il convient donc de choisir entre produire plus de biens X et relativement moins de bien Y, ou l'inverse.

▪ La frontière dépend des ressources dont dispose l'économie, mais également de l'état d'avancement du progrès technique. Ce dernier permet d'ailleurs de déplacer la frontière vers la droite et vers le haut (le schéma indique en pointillé un déplacement de la frontière des possibilités de production grâce au progrès technique dont bénéficie la production de bien Y) (LONGATTE, J et VANHOVE, P, 2013, pp3-4).

A partir de ces choix sont nées les théories des choix : la théorie du choix du consommateur, la théorie du choix du producteur, la théorie du choix de l'investisseur, ...

En résumé, l'économie est une science qui a pour objet l'étude de la rareté. Elle est à la fois une science humaine, car elle analyse le comportement des individus, et une science sociale, puisqu'elle s'intéresse aux relations formelles et informelles entre les personnes et les groupes. L'objectif principal de chaque agent économique est de parvenir à un équilibre entre des besoins illimités et des ressources limitées.

Questions de réflexion et d'application

- 1. Que signifie le principe de rareté en économie ?*
- 2. Pourquoi dit-on que l'économie repose sur la rareté des ressources ?*
- 3. Comment les agents économiques arbitrent-ils entre des besoins illimités et des ressources limitées ?*
- 4. Question d'actualité :*

La Gestion de l'Eau en Algérie

L'Algérie est un pays aride et semi-aride, où la disponibilité de l'eau douce est limitée. Environ 90% des ressources en eau proviennent des pluies saisonnières, ce qui rend le pays vulnérable aux variations climatiques. La consommation d'eau augmente en raison de la croissance démographique, de l'urbanisation rapide et des besoins agricoles. La rareté de l'eau pose des défis significatifs pour le développement économique, la sécurité alimentaire et la durabilité environnementale.

T.A.F :

- 1. Comment identifier le problème de la rareté de l'eau en Algérie ?*
- 2. quelles sont les solutions proposées par l'Etat et les autres institutions ? Lesquelles semblent les plus prometteuses pour améliorer la gestion de l'eau ? Justifiez votre réponse ?*

Chapitre III: Présentation et organisation de l'activité économique

Section 1 : Les agents économiques

- 1.1. Définition d'un Secteur Institutionnel (SI/Agent Économique)*
- 1.2. La définition des différents SI*

Section 2 : Les opérations économiques

- 1.3. Les Opérations sur Biens et Services (OBS)*
- 1.4. Les Opérations de Répartitions (OR)*
- 1.5. Les Opérations Financières (OF)*

Section 3 : Les marchés

- 1.6. La définition*
- 1.7. Les composantes du marché*
- 1.8. les différents types de marché*
- 1.9. les différentes situations du marché*

Section 4 : Le circuit économique complet

Chapitre III : présentation de l'activité économique

Sur le plan économique, un agent économique désigne une entité, qu'elle soit physique ou morale, capable de prendre des décisions et d'effectuer des choix à caractère économique. Le comportement d'un agent économique traduit l'ensemble des décisions prises parmi plusieurs alternatives possibles.

Il existe différents types d'agents économiques, qui sont regroupés selon divers critères de classification afin de constituer des ensembles homogènes. Ces critères peuvent être liés au niveau de revenu, à la position sociale ou encore à la catégorie socioprofessionnelle à laquelle appartient l'agent (BEN ZINEB, 2019, p14).

En comptabilité nationale, les agents économiques sont appelés Secteurs Institutionnel (SI) qui se différencient en fonction de leur rôle principal dans l'économie. Ainsi, un SI peut être défini comme un ensemble d'Unités Institutionnelles (UI) exerçant la même fonction économique et réalisant des opérations similaires au sein du système économique.

Section 1 : Les agents économiques

1.1. Définition d'un agent économique

Un agent économique est un centre élémentaire de décisions économiques indépendant. En Comptabilité Nationale, les agents économiques sont appelés Secteurs Institutionnels (SI). Un SI regroupe un ensemble d'Unités Institutionnelles (UI) ; donc, $SI = \sum UI$. Le Système des Comptes Economique Algérie (SCEA) a distingué 5 agents économiques :

1.2. Typologie d'agents économiques

Le Système des Comptes Economique Algérie (SCEA) a distingué 5 agents économiques :

A- Les Entreprises/ les Sociétés et Quasi-Sociétés (SQS) :

Elles regroupent les UI dont la fonction principale est la production de biens et services. Nous distinguons les entreprises non financières dont le but principal est d'assurer une production marchande. Cette production consiste à transformer les inputs (Facteurs de production) en outputs (Biens et Services) .

Les UI qui peuvent réaliser des gains en offrant leurs biens et services sur le marché sont considérées parmi les sociétés non financières. En fait, elles tirent leurs ressources de la vente, des fonds propres, du marché financier, des subventions de l'Etat,

Nous pouvons identifier les entreprises publiques, sous la tutelle et contrôle de l'Etat, et les entreprises privées, qui appartiennent aux personnes privées.

B- Les Ménages et Entreprises individuelles(MEI) :

Ils regroupent les UI dont la fonction principale est la consommation de biens et services. Leurs ressources proviennent des rémunérations (Salaires, Intérêts,...). En effet, un ménage met à disposition son travail auprès des entreprises et des organismes en échange d'un revenu, perçu en contrepartie de l'effort fourni.

En comptabilité nationale, les entrepreneurs individuels posent une difficulté de classification, car ils regroupent à la fois les caractéristiques du ménage et de l'entreprise. En effet, leur patrimoine et leur pouvoir de décision sont indissociables de ceux du ménage. C'est pourquoi, dans ce cadre, les entrepreneurs individuels sont assimilés à des ménages (BEN ZINEB, 2029, p15).

C- Les Administrations Publiques (AP):

Elles regroupent les UI dont la fonction principale est la production et l'offre de services non marchands pour la collectivité et la redistribution des revenus (ex : les allocations familiales ; allocations chômage,...).

Sur le plan économique, l'État / les AP joue plusieurs rôles essentiels :

- ➡ Il établit le cadre institutionnel et juridique qui définit les règles encadrant l'activité économique, notamment en matière de fixation des prix, de réglementation des échanges et de droit des contrats.
- ➡ Il garantit une certaine équité entre les individus en procédant à une redistribution des revenus, grâce au prélèvement des impôts et à l'attribution de subventions.

En contrepartie de ces services, les administrations publiques ne peuvent tirer qu'une partie minime de leurs ressources .principales sont constituées des prélèvements obligatoires.

Ce secteur regroupe trois sous-secteurs :

- Les administrations centrales, les ministères ;
- Les administrations locale, les wilayas, les communes,

- L'administration de la sécurité sociale..
- Les organisations sociales au service des ménages.

D- Les institutions financières (IF) :

Elles regroupent les UI dont la fonction principale est le financement de l'activité économique. Pour y parvenir, elles remplissent plusieurs **rôles complémentaires** :

- elles servent **d'intermédiaires** entre les agents disposant d'une capacité de financement et ceux ayant des besoins de financement ;
- elles assurent la **transformation de l'épargne** des ménages, généralement disponible à court terme, en **ressources à long terme** destinées aux entreprises et aux administrations publiques (APU) ;
- enfin, elles participent à la **création monétaire** par le biais du **crédit**, indispensable au bon fonctionnement de l'activité économique.

Elles tirent leurs ressources des dépôts, des intérêts et des primes d'assurance,...

Ce secteur regroupe deux sous-secteurs :

- Les banques (La Banque centrale et les banques primaires);
- Les caisses d'assurance.

E- Le Reste Du Monde (RDM) :

Regroupe les unités non résidentes avec les unités résidentes. Dit autrement, Il permet de définir et mesurer l'ensemble des échanges entre les agents résidents et les agents non-résidents. Il s'agit soit des échanges de biens et services, ou bien des échanges monétaires et financiers.

Section 2 : Les opérations économiques

Nous pouvons distinguer trois grandes catégories d'opérations :

2.1. Les opérations sur biens et services (OBS)

Elles indiquent l'origine et la destination des biens et services. **L'origine (Ressources)** : regroupe la production nationale (P) et les importations (M). **La destination (Emplois)** : elle peut être la consommation (Consommation finale C^oF et

consommation Intermédiaire (C^oI), l'investissement (I), l'exportation (X) ou être stockée (S). sur le marché de biens et services, l'équilibre peut se résumer comme suit :

$$P + M = C \cdot F + C \cdot I + I + X + S$$

- ✚ **La production (P)**: La comptabilité nationale définit la production comme : l'activité économique socialement organisée, consistant à créer des besoins et des services s'échangeant habituellement sur un marché et destinés à la satisfaction directe ou indirecte des besoins des hommes vivant en société (Dictionnaire économique et social, 2003).
- ✚ **Les importations (M)**: représente la valeur des biens et services entrée sur le territoire national, provenant d'autre pays.
- ✚ **La consommation (C)**: c'est l'acte d'utiliser un bien ou un service à des fins individuelles ou collectives. Autrement dit, consommer, c'est détruire immédiatement ou progressivement un bien ou un service dans le but de satisfaire un besoin. De ce fait, elle peut être finale ou intermédiaire.
- ✚ **L'Investissement (I)** : correspond à la Formation Brute de Capital Fixe (FBCF) est la valeur des biens durables acquis par les unités de production pour être utilisés au moins un an dans le processus de production.
- ✚ **Les Stocks (S)**: concerne tous les biens autres que ceux de capital fixe détenus par les unités de production à un moment donnée. La comptabilité nationale n'enregistre pas les quantités stockées mais plutôt les variations du volume des stocks entre le début et la fin de l'année (la variation des stocks) (CHKOUNDALI, R, 2006, p 82).
- ✚ **Les exportations (X)**: désignent l'ensemble des biens et services vendus par un pays à l'étranger. Autrement dit, ce sont les produits nationaux qui quittent le territoire pour être vendus à des agents économiques d'un autre pays (entreprises, consommateurs, gouvernements, etc.).

2.2. Les opérations de répartition (OR)

Elles regroupent toutes les opérations de distribution et de redistribution des revenus. Nous pouvons distinguer les opérations de répartition suivantes :

- ✚ **La rémunération des salariés (RS)**: regroupe tous les salaires versés par les agents économiques pour d'autres agents économiques.
- ✚ **Les impôts (IMP)**: sont payés par les unités de productions ou par d'autres SI au profit des AP. ils peuvent être directs ou indirects.
- ✚ **Les subventions d'exploitation (SE)**: sont des transferts versés par les AP aux unités productrices afin de leur permettre de vendre à un prix inférieur aux coûts de production.
- ✚ **Les revenus de propriété (RP)**: sont constitués par les intérêts, les revenus de la terre, les revenus des actifs incorporels (droits d'auteur, Licences d'exploitation de brevets d'invention), les dividendes et autres revenus distribués par les sociétés.
- ✚ **Les opérations d'assurance dommage (OAD)**: concernent les versements de primes par les assurés et la remise d'indemnités par les entreprises d'assurance.
- ✚ **Les transferts courants (TC)**: regroupent toutes les cotisations sociales versées par les SI au profit des AP et les prestations sociales versées par les AP au profit des ménages.

2.3. Les opérations financières (OF)

Elles consistent à mettre en place tous les moyens de financement nécessaire à la réalisation de l'activité économique. elles recouvrent également, l'ensemble des relations entre les agents économiques ayant une capacité de financement (CF) et les agents ayant enregistré un besoin de financement (BF).

Section 3 : Les Marchés

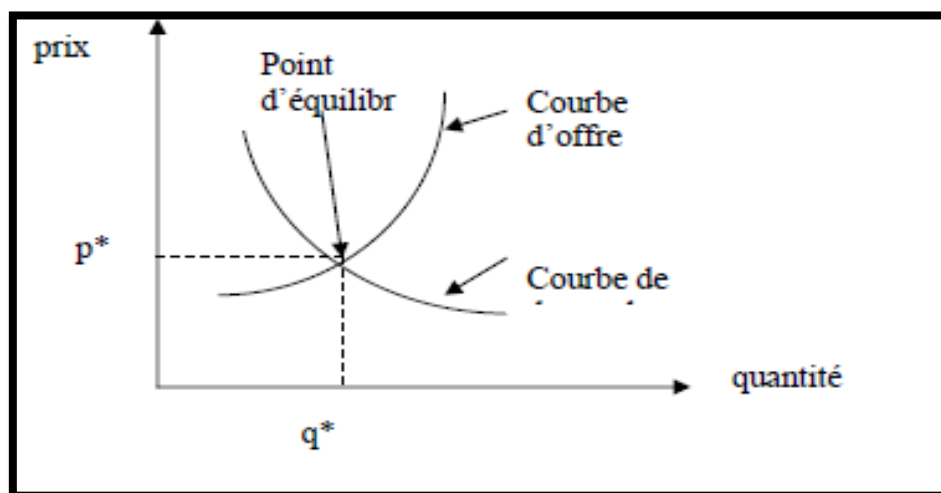
3.1. Définition d'un marché

Un marché est un lieu de rencontre entre les acheteurs qui veulent acquérir des produits et les vendeurs qui veulent en céder à un certain prix. Autrement dit, un marché est un lieu de rencontre entre l'offre et la demande. Sur le plan économique, le marché ne désigne pas nécessairement un lieu physique. Il peut simplement représenter la rencontre entre l'offre et la demande, comme c'est le cas pour le marché du pétrole, le marché du travail ou encore le marché automobile.

3.2. Les composantes d'un marché

- a. **La demande** : représente l'ensemble des dispositions et intentions des acheteurs sur le marché. Elle représente la quantité de produits que les acheteurs sont prêts à acquérir à un certain prix. La courbe de la demande est une courbe décroissante de gauche à droite.
- b. **L'offre** : représente l'ensemble des dispositions et intentions des vendeurs sur le marché. Elle représente la quantité de produits que les vendeurs sont prêts à vendre à un certain prix. La courbe de l'offre est une courbe croissante de gauche à droite.
- c. **Le prix d'équilibre** : il s'établit spontanément avec la rencontre de l'offre et la demande. A ce point, les vendeurs et les acheteurs sont satisfaits.

Figure 3: la courbe de l'offre et de la demande



3.3. Les différents types de marchés :

Nous pouvons distinguer deux grandes classifications

3.3.1. La classification selon la structure du marché

La structure du marché dépend du nombre de vendeurs et d'acheteurs sur ce marché. L'économiste allemand **Stackelberg** a distingué 16 situations de marchés qu'on peut résumer en 9 principales :

Tableau 1: Les différentes situations de marché

Offre \ Demande	Un offreur	Quelques offreurs	Plusieurs offreurs
Un demandeur	Monopole bilatéral	Monopsone contrarié	Monopsone
Quelques demandeurs	Monopole contrarié	Oligopole bilatéral	Oligopsone
Plusieurs demandeurs	Monopole	Oligopole	Concurrence

Les formes de marché qui se rapprochent le plus de la réalité actuelle sont l'oligopole et la concurrence monopolistique.

A. La concurrence pure et parfaite : La concurrence pure et parfaite est une structure théorique de marché telle que toutes les hypothèses suivantes sont respectées à la fois :

- **L'atomicité :** qui suppose l'existence de plusieurs offreurs et de plusieurs demandeurs.
- **L'homogénéité :** qui suppose l'absence de toute différenciation entre les produits.
- **La fluidité :** qui suppose la libre entrée et sortie du marché (pas de barrières ni à l'entrée ni à la sortie)
- **La transparence :** qui suppose l'existence d'une information parfaite.
- **La mobilité :** qui suppose la parfaite mobilité des facteurs de production.

Il est à signaler qu'en fait, ces hypothèses sont très loin d'être réalisées à la fois de nos jours.

En régime de concurrence pure et parfaite, les entreprises n'ont pas d'influences individuelles sur le prix, ceux sont des « *price taker* », le prix est le résultat de l'égalité entre les quantités offertes et les quantités demandées.

B. Le monopole : Le monopole est une forme de marché dans laquelle il n'y a qu'un seul offreur possible de manière durable et dont le produit n'a pas de substituts.

C. L'oligopole : L'oligopole est une structure de marché comportant un faible nombre d'offeurs, souvent de grande dimension, et un grand nombre de demandeurs.

A. La classification selon la nature du produit

La nature du produit nous permet de distinguer les marchés suivants :

- **Marché de biens et services** : est un lieu de rencontre entre l'offre et la demande de biens et services.
- **Marché financier/boursier** : c'est le marché où s'échangent les valeurs mobilières (Actions et Obligations). Ce marché, également appelé marché des capitaux, met en relation les investisseurs qui recherchent des moyens de financement pour leurs projets ou leurs entreprises — ils représentent les demandeurs de capitaux — et les établissements financiers, qui disposent d'une capacité d'épargne et deviennent ainsi les offreurs de capitaux. Le taux d'intérêt se fixe alors en fonction de l'offre et de la demande de capitaux sur ce marché.
- **Marché de change** : c'est le marché où s'échangent les devises les unes contre les autres et se forment les taux de change.
- **Marché du travail** : il met en relation l'offre et la demande du travail. Le marché de travail permet la détermination du salaire d'équilibre, du niveau d'emploi et de celui du chômage.

Tableau 2: Synthèse des différents types de marchés

Types de marchés	Biens et services échangés	Agents concernés	
		Offreurs	Demandeurs
Marché de biens et services	Biens de consommation finale ou intermédiaire	Entreprises	Ménages, AP, IF, et Entreprises
Marché du travail	Capacité physique ou intellectuelle	salariés	Entreprises et autres organismes
Marché boursier	Argent pour investir	IF ou Entreprises	Entreprises ou autres
Marché des changes	Devises	Banques	Banques

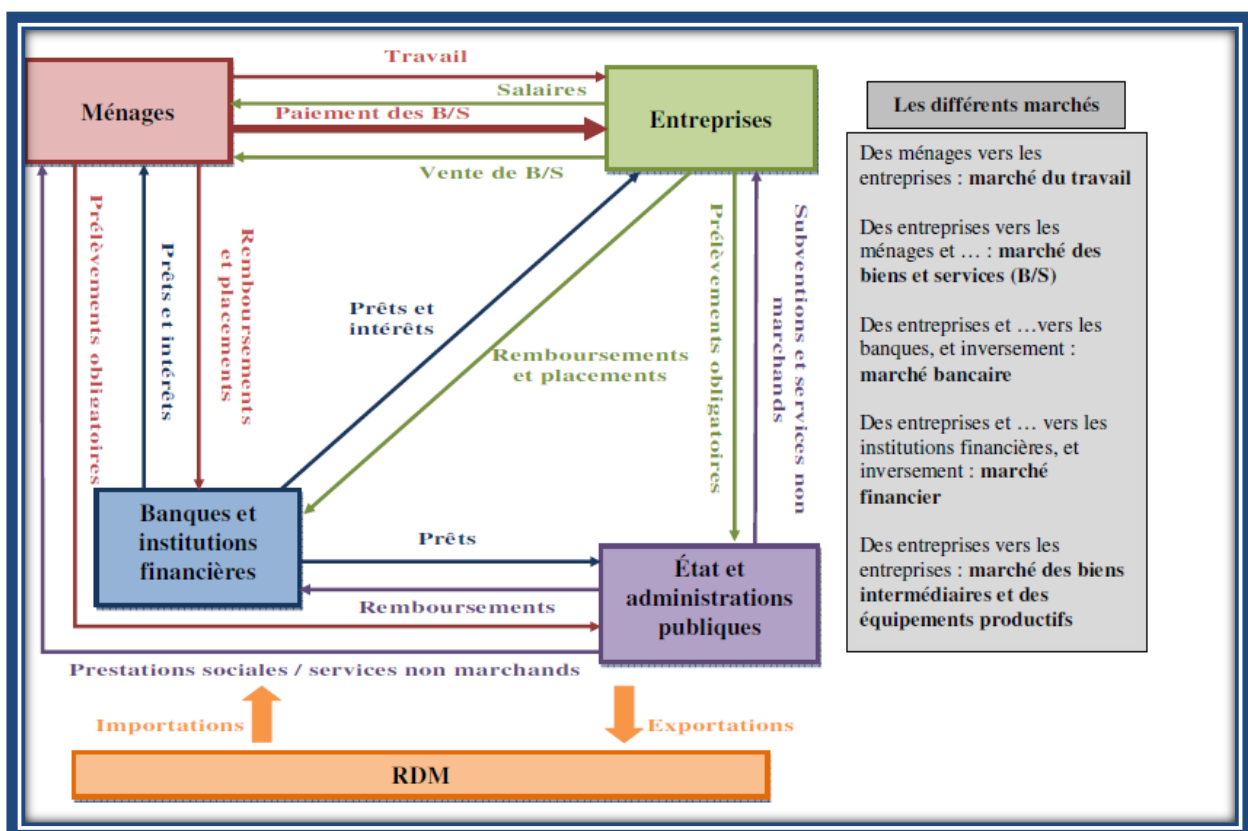
En résumé, Il existe une relation directe traduisant la liaison entre ces marchés. L'ensemble des relations entre ces marchés s'illustre à travers le circuit économique. Un circuit traduisant la relation d'interdépendance entre tous ces marchés.

Section 3 : Le circuit économique

Un circuit économique est une représentation simplifiée et schématique de l'activité économique. Il met en évidence les différents agents économiques, les flux qui circulent entre eux ainsi que les marchés sur lesquels ces échanges s'effectuent.

Ce circuit permet de visualiser les relations et interdépendances entre les agents économiques. Ces relations se traduisent par des flux matériels et immatériels, monétaires et non monétaires. Chaque flux possède une direction et une intensité, et il correspond toujours à un flux de sens opposé et de même valeur (MERADI. O, 2018, p 29). :

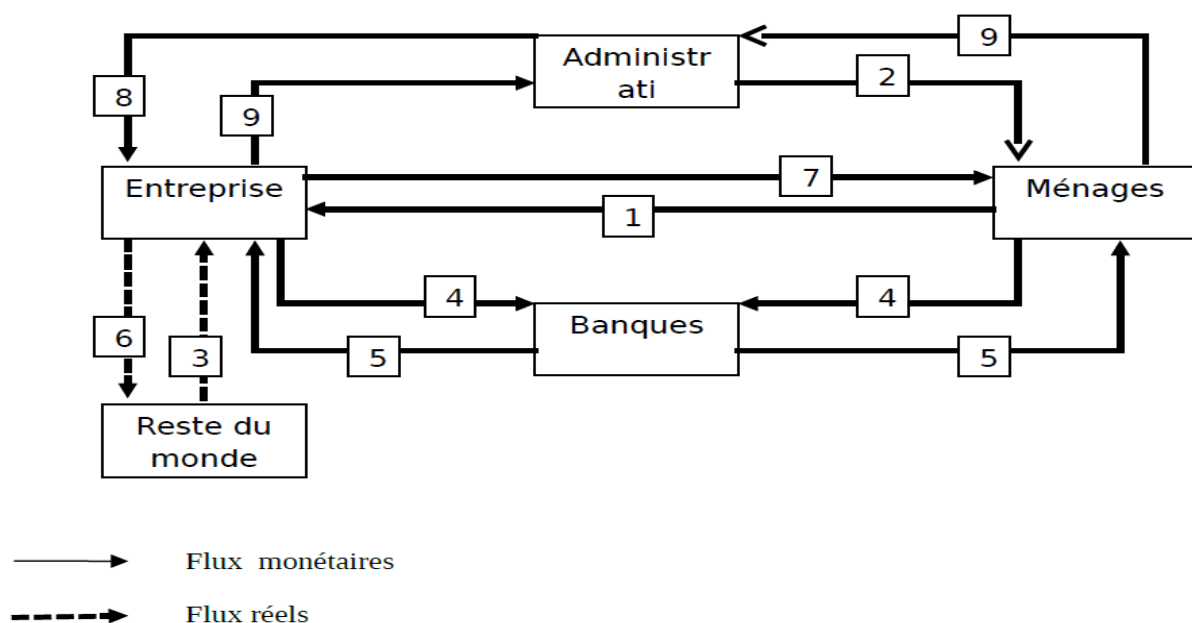
Figure 4 : Le circuit économique



Source : MERADI. O, (2018), Polycopié de cours Introduction à l'Économie, Université de Bejaia.

Questions de réflexion et d'application

1. Qu'est-ce que l'activité économique ?
2. Quels sont les principaux acteurs de l'activité économique ?
3. Quel rôle joue l'État dans l'activité économique ?
4. Qu'est-ce qu'un flux réel et un flux monétaire ?
5. Comment circulent les biens, les services et l'argent dans l'économie ?
6. Pour chaque numéro dans le circuit ci-dessous, indiquez un exemple de flux monétaire ou flux réel correspondant :



2. Dans une économie dynamique, les Revenus reçus ne sont pas complètement dépensés sur le marché de biens et services. De ce fait, la partie épargnée contribue au financement des investissements. Expliquer comment se réalise l'équilibre entre ces deux fonctions (Épargne et L'Investissement).

Chapitre IV : Les systèmes Économique

Section 1 : le système socialiste : les fondements et les principes

1.1. Définition du concept « Socialisme »

1.2. Les objectifs du système socialiste

Section 2 : le système capitaliste : fondement et principes

2.1. Définition du concept « capitalisme »

2.1. Les objectifs du capitalisme

Section 3 : récapitulatif des principales différences entre les deux systèmes

Chapitre IV : Les systèmes économiques

Un système économique désigne l'ensemble des normes, des principes et des règles qui régissent et orientent le fonctionnement d'une économie. Il détermine la manière dont les sociétés organisent la production, la répartition et la consommation des richesses. À la suite de la Seconde Guerre mondiale, deux modèles économiques opposés se sont affirmés sur la scène internationale : *le capitalisme et le socialisme*.

Tout système économique vise à concrétiser un ensemble d'objectifs économiques, sociaux et même politiques. Cela consiste à (MERADI, O, 2017/2018, p 35):

- rationaliser et optimiser l'utilisation des facteurs de production ;
- diversifier et équilibrer la croissance économique ;
- renforcer la compétitivité économique ;
- assurer l'équilibre des agrégats macroéconomiques (Ex. balance des paiements, balance commerciale, etc.) ;
- améliorer le bien-être social des citoyens ;
- répartir la richesse d'une manière juste et équitable ;
- préserver l'environnement.

Section 1 : le système socialiste : les fondements et les principes

En réaction aux inégalités sociales engendrées par la Révolution industrielle au XIX^e siècle et le capitalisme libéral, le système socialiste trouve ses origines. Face aux conditions de travail difficiles et à la concentration des richesses entre les mains d'une minorité, plusieurs auteurs socialistes, comme Karl Marx et Friedrich Engels, ont proposé une organisation économique fondée sur la propriété collective des moyens de production et la suppression de l'exploitation de l'homme par l'homme.

Afin de répondre aux besoins de la société plutôt qu'à la recherche du profit individuel, le socialisme prône ainsi, une répartition plus équitable des richesses et une planification de l'économie par l'État. Après la Révolution russe de 1917, ces idées ont pris une dimension politique concrète avec la mise en place du socialisme d'État en Union soviétique, qui a servi de modèle à de nombreux pays au XX^e siècle (à l'image de l'Algérie).

1.3. Définition du concept « Socialisme »

Le socialisme est un système, idéologie basée sur la propriété collective des moyens de production. Dit autrement, est une doctrine politique, économique et sociale qui vise à

organiser la société de manière à réduire les inégalités et à assurer une répartition plus équitable des richesses. Le socialisme est fondé sur trois principes fondamentaux qui sont :

- A. La propriété collective des moyens de production** de ce fait, ce système est contre la propriété privée ;
- B. L'économie est publique**, elle est socialiste et planifiée. Ceci sous-entend, la prise de décision est administrée et centralisée ;
- C. L'État providence** stipule que celui-ci est doté d'un plein pouvoir de gestion et de contrôle de toute l'activité économique.

1.4. Les objectifs du système socialiste

Les principaux objectifs sont :

- a.** Justice sociale : réduire les écarts de richesse et de pouvoir entre les individus.
- b.** Solidarité : garantir à chacun l'accès aux biens essentiels (éducation, santé, logement, travail, etc.).
- c.** Planification ou régulation économique : organiser l'économie selon des objectifs sociaux plutôt que selon la seule recherche du profit.
- d.** Démocratie économique et politique : donner aux citoyens un rôle plus direct dans la gestion de l'économie et de l'État.

Section 2 : le système capitaliste : fondement et principes

L'origine du capitalisme remonte à la fin du Moyen Âge (XII^e – XV^e siècles), en Europe occidentale. L'essor du commerce et des villes marchandes a permis la naissance d'une bourgeoisie marchande, détentrice de capitaux et d'intérêts économiques indépendants de la noblesse et du clergé. Ainsi que, l'accumulation de richesses par le commerce (épices, soieries, métaux précieux) a permis de jeter les bases du capital économique.

Le véritable essor du capitalisme industriel se produit au XVIII^e siècle, d'abord en Grande-Bretagne, notamment, avec la première révolution industrielle. Cette dernière s'est manifestée avec l'introduction des machines, la mécanisation du travail et l'exploitation de nouvelles sources d'énergie (charbon, vapeur) ayant bouleversé la production. De ce fait, les entrepreneurs investissent dans les usines et la technologie pour accroître la productivité.

Au XIX^e siècle, le capitalisme s'étend à l'échelle mondiale avec la colonisation, les échanges internationaux et le développement du système bancaire et de la Bourse. Au XX^e siècle, le capitalisme se transforme :

- Après la crise de 1929, l'État intervient davantage (capitalisme régulé ou keynésien) ;
- Après les années 1980, la mondialisation et la libéralisation des marchés donnent naissance au capitalisme financier et au néolibéralisme.

2.2. Définition du concept « capitalisme »

Le capitalisme est un système économique et politique basé sur la propriété privée des moyens de production et qui encourage toute initiative privée. Dans ce système, l'offre, la demande et la concurrence régulent le marché. Chaque agent adopte un comportement rationnel en cherchant à maximiser ses profits et à minimiser ses dépenses et ses efforts.

Le capitalisme est fondé sur trois principes fondamentaux qui sont :

- La propriété privée des moyens de production et chaque personne est libre de créer, produire, acheter et vendre selon ses propres intérêts.
- Les entreprises sont motivées par le profit et le gain et elles sont sans cesse à la recherche de nouvelles parts de marché. Les profits réalisés sont réinvestis afin de favoriser la croissance et l'expansion économique.
- L'État régulateur stipule que les règles qui régissent les différents marchés sont instaurées par l'État en veillant au respect du principe de la confrontation de l'offre et de la demande.

2.3. Les objectifs du capitalisme

Le capitalisme vise avant tout la croissance économique et l'augmentation de la richesse collective. Ses principaux objectifs sont :

- La création de richesse par la production et l'innovation.
- L'efficacité économique, grâce à la concurrence qui pousse les entreprises à améliorer leurs performances.
- La liberté individuelle, en laissant à chacun la possibilité d'entreprendre et de choisir sa propre voie économique.
- Le progrès technologique, encouragé par la recherche du profit et la nécessité d'innover pour se démarquer.

Section 3 : récapitulatif des principales différences entre les deux systèmes

La comparaison entre les deux systèmes se résume comme suit :

Tableau 3: principales différences entre les deux systèmes

<i>Critères</i>	<i>Socialisme</i>	<i>Capitalisme</i>
<i>Propriété des moyens de production</i>	Collective (Etat)	Privée (Individu/ Entreprise privée)
<i>Objectifs économiques</i>	Bien-être collectif, réduction des inégalités.	Profit individuel, croissance économique
<i>Rôle de l'Etat</i>	Puissant : planifie, régule, redistribue les richesses	Limité : établit des lois, assure la défense et la justice
<i>Rôle des entreprises</i>	L'entrepreneur ne recherche pas le profit. Son activité dépend du plan. Les entreprises ne sont pas concurrentes.	L'entrepreneur libre dans ses choix économiques, recherche le profit et rentre en concurrence avec d'autres entreprises.
<i>Mécanisme de régulation</i>	Planification centrale	Marché libre (offre et demande)
<i>Exemples historiques de pays</i>	URSS, Cuba, Chine et l'Algérie	États-Unis, Japon,...
<i>Risques</i>	Bureaucratie, inefficacité, perte d'incitation	Inégalités, exploitation, crises économiques
<i>Régime politique</i>	Régime de parti unique	Divers (démocratique ou autoritaire)

Source : Nos regroupements

Questions de réflexion et d'application

- 1. Comment expliquer le déclin du système socialiste ?*
- 2. Quelles sont les limites adressées au système capitaliste ?*
- 3. Quel rôle joue l'État dans les différents systèmes économiques ?*
- 4. Pourquoi les nations ont-elles besoin d'un système économique ?*
- 5. Quelles sont les expériences historiques de pays socialistes et leurs résultats ?*

Chapitre V : Les fonctions économiques

Section 1 : Les mécanismes de production et de répartition

- 1.1. La fonction de production*
- 1.2. La fonction de répartition*

Section 2 : Les emplois du revenu

- 1.3. L'investissement*
- 1.4. La consommation*
- 1.5. L'épargne*

Chapitre V : Les fonctions économiques : La fonction « production »

Dans toute économie, les fonctions économiques représentent les principales activités réalisées par les différents agents économiques afin de satisfaire les besoins de la société. Ainsi nous distinguons cinq grandes fonctions : Production ; Répartition ; Investissement ; Consommation et Epargne.

Section 1 : Les mécanismes de production et de répartition

La création et la répartition des richesses dans l'économie représentent deux axes fondamentaux de la comptabilité nationale.

1.1. La fonction de production

A. Définition :

La production est une activité socialement organisée qui consiste à créer des biens et services destinés à la satisfaction directe ou indirecte des besoins. Autrement dit, c'est un acte qui consiste à combiner les facteurs de production pour en produire des biens et services et donne lieu à un revenu en contrepartie.

B. les types de production :

Nous pouvons distinguer deux types :

- **production marchande** : est une production qui s'échange sur le marché, elle a donc un prix qui couvre au moins le coût de production. La valeur de la production (P) est égale à la quantité produite (q) multipliée par le prix de marché p : $P=Q \cdot p$

- **Production non marchande** : concerne généralement les services dont la répartition se traduit par une distribution gratuite ou semi-gratuite, c'est-à-dire à un prix nettement inférieur au coût de production. En effet, la production non marchande correspond aux services livrés aux usagers sans contrepartie monétaire directe. Ces services sont fournis principalement par les administrations publiques.

C. **La fonction de production** : elle désigne la relation entre les quantités produites (Outputs) et les quantités de différents facteurs (Inputs) utilisés pour obtenir cette production. Elle prend la forme suivante : $P= f(T, C, R)$.

D. Comment produire ?

Avec quelles ressources les biens doivent-ils être produits ? Selon quelles techniques ?

La production, qu'elle soit marchande ou non marchande, est obtenue suite à la mise en œuvre d'un certain nombre de facteurs de production appelés inputs. Quels sont ces facteurs de production ?

A. Quelles ressources doit on employer ?

Ce sont toutes les ressources économiques qui entrent dans la fabrication d'un produit. Si les classiques distinguent trois principaux facteurs de production : la terre, le capital et le travail, les néoclassiques privilégient uniquement deux facteurs de production à savoir le capital et le travail, la terre n'étant qu'une forme de capital (TMAR, S, 2014, p 64).

Le producteur dispose d'un ensemble de facteurs qui entrent en combinaison afin de réaliser la production. Globalement, les économistes ont défini trois facteurs :

- **Les ressources humaines/ travail** : le volume de la production obtenue en utilisant le facteur travail dépend de deux variables : la variable quantitative (l'effectif) et la variable qualitative (état de connaissances, formations professionnelle, maîtrise de la technologie,...)
- **Le capital** : il regroupe le capital financier et le capital technique. Ce dernier regroupe à son tour, **le capital fixe** : ensemble de biens d'équipements durables qui permettent d'accroître l'efficacité du facteur travail, et **Le capital circulant** : ensemble de biens non durables qui sont transformés en vue de produire d'autres biens.
- **Les ressources naturelles** : elles proviennent de la terre, du ciel, de la mer, .. certaines de ces ressources sont éternelles alors que d'autres non (ce sont des ressources non renouvelables).

B. Quelles techniques doit on choisir ? le choix de la combinaison productive :

Le producteur peut obtenir les mêmes quantités de production avec des proportions différentes de travail et de capital, entre plusieurs techniques, laquelle choisir ? Faut-il produire avec une technique utilisant trop de main d'œuvre ou plus de capital ?...

Dans ce cas, il serait intéressant de savoir comment évolue la production lors qu'on fait varier un seul facteur de production, l'autre reste inchangé. L'objectif étant d'étudier la « **loi des rendements décroissants** ».

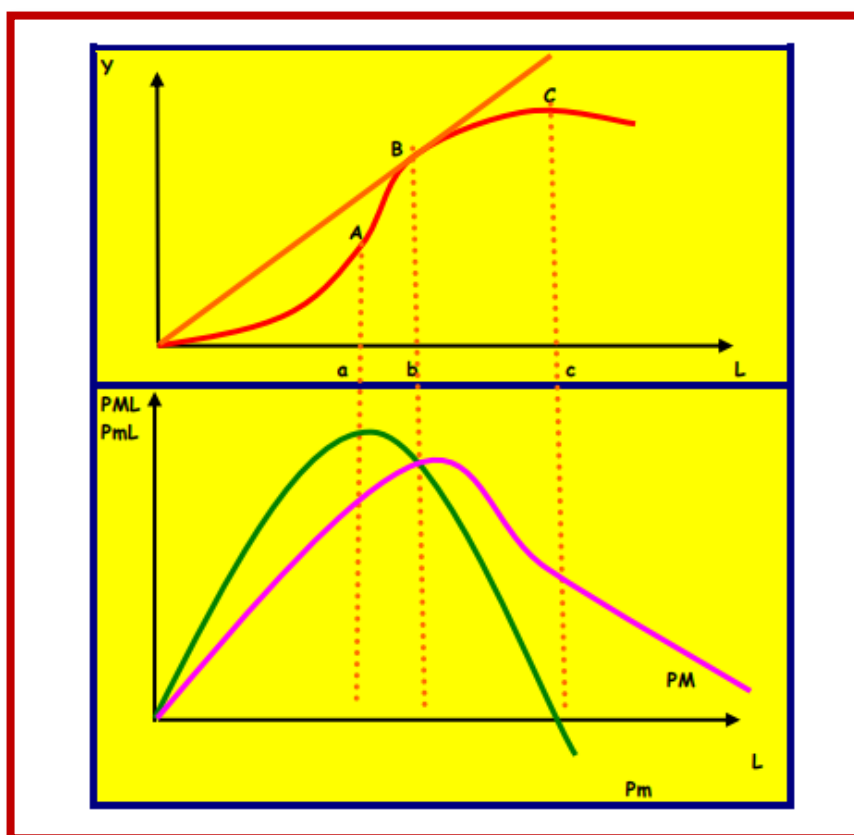
C'est une loi économique selon laquelle l'augmentation de la quantité relative d'un facteur, celle de l'autre restant fixe, entraîne une quantité supplémentaire de produits de moins

en moins grande, c'est-à-dire que la production augmente, mais de moins en moins vite. Cette loi a été initialement formulée par Turgot puis approfondie par Ricardo.

En prenant l'exemple de l'agriculture, Ricardo considère la terre comme un facteur fixe et fait varier progressivement la quantité de travail. Il montre que, pour chaque travailleur supplémentaire, le rapport entre les deux facteurs (terre et travail) se modifie : la productivité Moyenne [*La productivité du travail = Volume de la production / volume de travail = Valeur de la production obtenue / temps de travail passé pour réaliser cette production*] et la productivité marginale [$Pm(L) = \Delta Y / \Delta L$] qui signifie le rapport entre la variation de la quantité produite sur la variation du facteur travail, des travailleurs augmentent d'abord, ce qui correspond à la phase des rendements croissants. Cependant, au-delà d'un certain seuil, lorsque le nombre de travailleurs continue d'augmenter, la productivité marginale commence à diminuer : c'est alors que s'applique la loi des rendements décroissants.

Comme synthèse, la relation entre la production totale, la production marginale et la production moyenne peut être représentée dans le schéma suivant :

Figure 5: Les courbes de PM et Pm



1.2. La fonction de « Répartition »

La production de biens et services est la source de la création de richesses. La valeur ajoutée ainsi créée permet aux ménages qui ont participé à sa création d'obtenir un revenu primaire.

L'intervention de l'Etat réduit le revenu primaire en prélevant des impôts. Mais cette intervention permet également de donner des prestations sociales aux ménages.

Le partage de la Valeur Ajoutée Brute (VAB) :

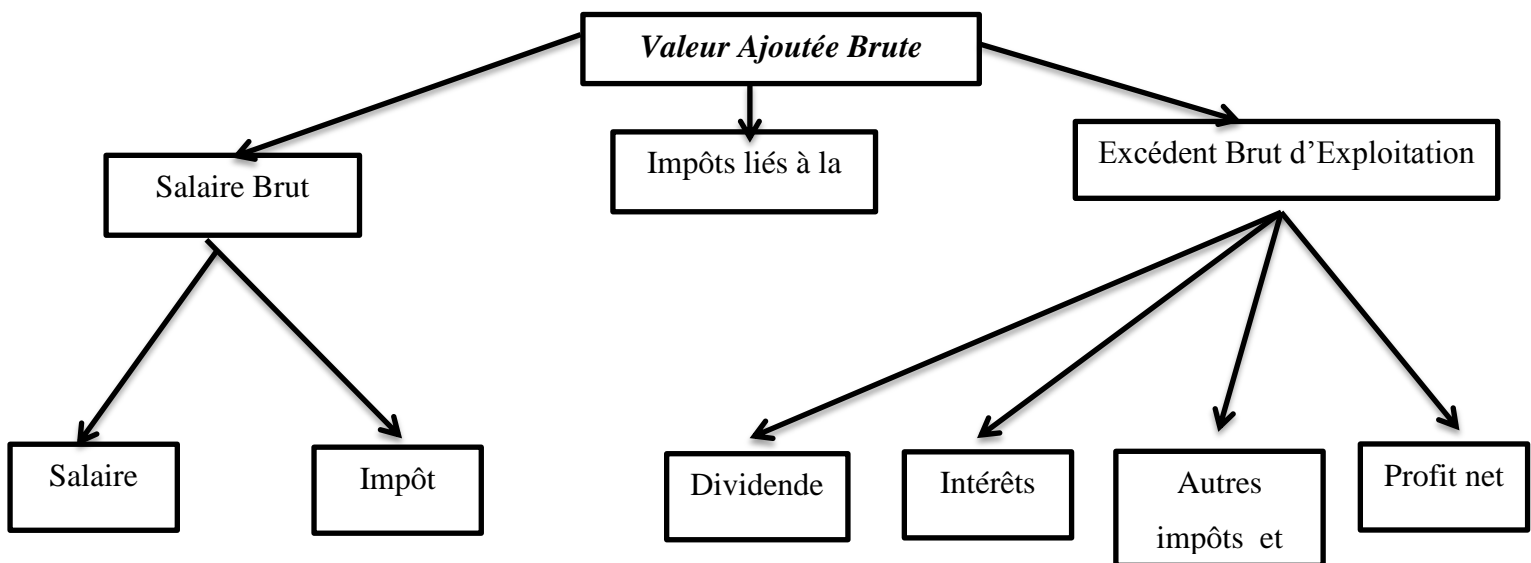
La VAB est la différence entre le chiffre d'affaires réalisé par les entreprises et la somme des consommations intermédiaires utilisée.

La valeur ajoutée (VA) = chiffre d'affaires (CA) – consommation intermédiaire (CI)

$$VA = CA - CI$$

La répartition de la VAB correspond au partage de la valeur créée entre les agents qui ont participé à sa réalisation en apportant les facteurs de production ou les capitaux permettant de les procurer et de les mettre en œuvre. Elle correspond au partage de la valeur ajoutée entre apporteurs de travail et apporteurs de capital ; on dit également partage entre salaire et profit. De ce fait, la répartition de la VAB s'organise comme suit :

Figure 6: Répartition de la VAB



Source : Nos regroupements

Les différentes catégories de revenus :

Nous distinguons les revenus primaires et les revenus issus de la redistribution :

a. Les revenus primaires :

Ils consistent à une distribution de la richesse entre ceux ayant contribué à sa création.

Tout processus de production est assuré par deux facteurs essentiels, le travail et le capital.

Nous pouvons distinguer deux catégories :

- **Les revenus des activités salariées :** Les revenus du travail salarié sont la rémunération versée au salarié qui effectue un travail pour le compte d'un employeur conformément à un contrat de travail. Cette rémunération comprend un salaire de base auquel s'ajoutent les compléments du salaire. Elle est versée chaque mois et peut se calculer soit en fonction du nombre d'heures de travail, soit du nombre de pièces réalisées, à la mission.
- **Les revenus de la propriété ou revenus du capital :** Les revenus de la propriété sont liés à la possession d'un patrimoine qui peut comprendre des biens immobiliers, fonciers ou mobiliers. Chacun de ces actifs permet à son détenteur de percevoir : un revenu qui prendra la forme d'un loyer (les biens immobiliers) ; un revenu mobilier (dividendes pour les actions, intérêts pour les obligations et des placements dans les banques ou les caisses d'épargne).

b. Les revenus issus de la redistribution :

En plus des revenus du travail et de la propriété, les ménages perçoivent une autre catégorie de revenus : les revenus issus de la redistribution. Ces revenus portent le nom de revenus de transfert ou encore de revenus secondaires (prestations chômage, allocations familiales,...).

L'État cherche toujours à corriger la répartition des revenus. Son rôle de redistributeur consiste à prélever une partie des revenus primaires pour les redistribuer sous forme de revenus de transferts aux agents qui en ont besoin. Cette redistribution permet de diminuer les inégalités et d'accroître la consommation totale.

Ces revenus sont versés sans contrepartie, mais parfois sous conditions de ressources, pour faire face à certains événements (chômage, naissance, retraite, maladie...) appelés risques sociaux.

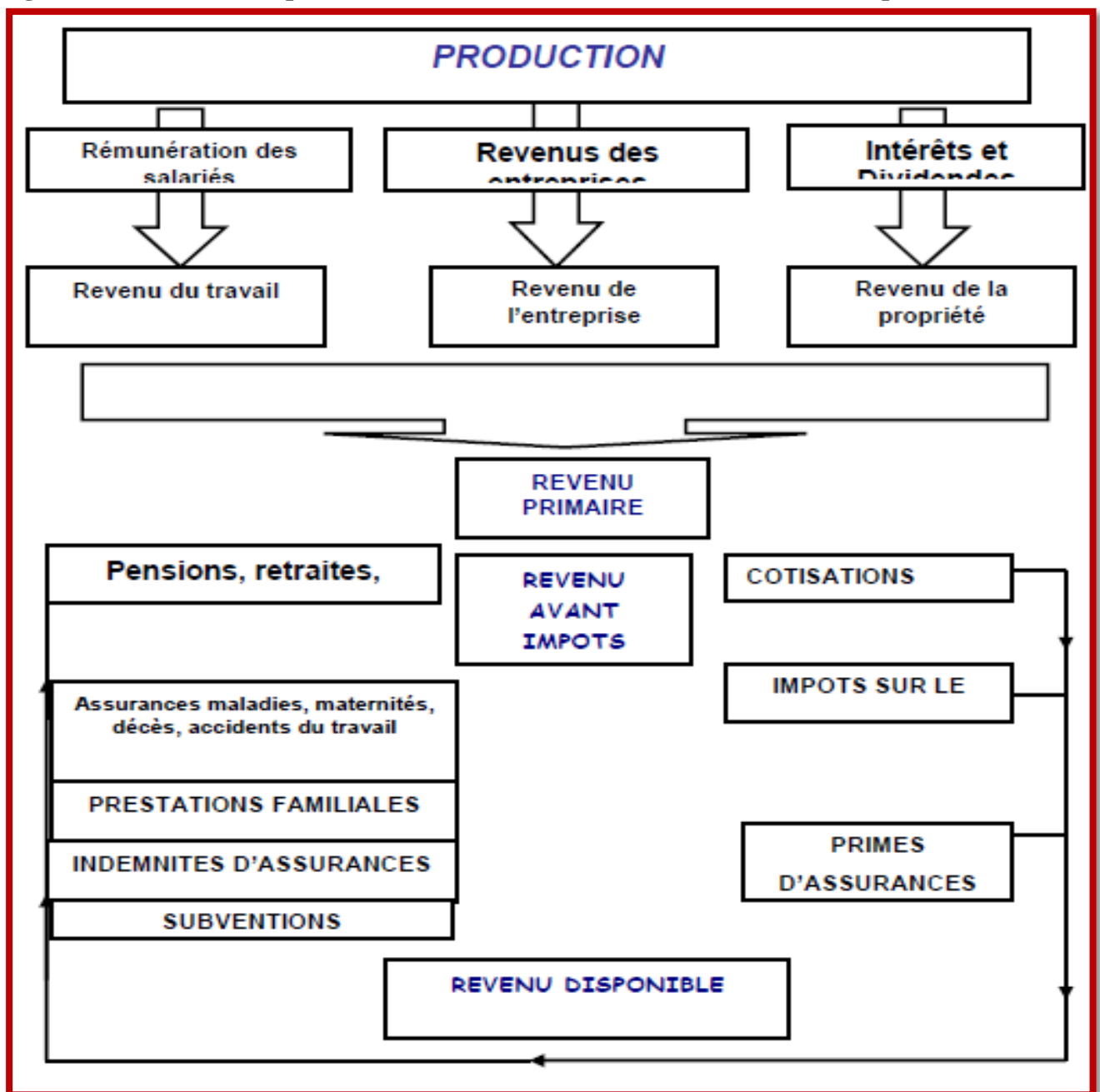
Nous appelons risque social tout événement susceptible d'affecter la vie d'un individu ou de modifier son revenu (diminution de ses recettes ou accroissement des dépenses).

Ces risques peuvent être professionnels ou personnels :

- Risques personnels : maternité, maladie, invalidité, vieillesse, veuvage.
- Risques professionnels : maladies professionnelles, accidents du travail, chômage...

En résumé, la relation entre la fonction production et la fonction répartition peut se présenter comme suit :

Figure 7: La répartition des revenus issus de la production



Source : MZIOU, F et FOURATI, W, Économie générale 1, Université de Tunis, 2006, p32.

Section 2 : L'utilisation du Revenu

L'utilisation économique du revenu renvoie à l'ensemble des décisions que prend un agent économique afin d'allouer ses ressources financières de manière optimale. Ainsi, le revenu est réparti entre la consommation, qui permet de satisfaire les besoins immédiats, et

l'épargne, qui constitue un instrument de sécurité et de préparation de projets futurs, et l'investissement, afin d'accroître son capital ou de générer un rendement à long terme.

2.1. : La fonction « Investissement »

A. Définition de l'investissement :

Il regroupe l'ensemble des dépenses permettant la création, le maintien et l'amélioration des capacités de production d'un agent économique.

Les économistes globalement, donnent une définition plus restreinte de l'investissement : c'est l'achat de biens de production durables. On limite la notion aux dépenses visant à acquérir des biens servant directement et pendant plus d'un an à la production. Les investissements permettent aux unités de production de maintenir, d'augmenter et de moderniser leur capital technique. Pour ces économistes, l'investissement est considéré comme un déterminant principal de la croissance à long terme.

En fait, le dynamisme d'une économie ainsi que sa capacité à croître et à se moderniser est conditionné par l'investissement. Aucun pays ne pourrait connaître de croissance forte et durable si les entreprises ne réalisent pas d'investissement, sur son territoire ou à l'étranger.

Cette définition générale peut déboucher sur différents types d'investissement : investissement technique, financier, humain.

B. Les différents types d'investissement :

L'analyse économique de l'investissement et ses effets sur la croissance, l'emploi et le développement, conduit à distinguer plusieurs types d'investissement :

- **Investissement de capacité :** investissement destiné à accroître la capacité de production. Ex la construction d'une nouvelle unité de production. Cette forme d'investissement conduit à la création d'emplois.
- **Investissement immatériel :** désigne les dépenses des unités de production effectuées à dont elle attend une amélioration de sa capacité de production, on retient essentiellement :

- Les dépenses de formation du personnel
 - Les dépenses de marketing
 - Les dépenses en Recherche et Développement (R&D)
- **Investissement matériel** : c'est la Formation Brut du Capital Fixe (FBCF), qui veut dire des biens durables acquis par les unités de production et pouvant être utilisés plusieurs fois. Ex les machines
- **Investissement portefeuille** : représente une prise de participation dans le capital d'une entreprise. Il répond généralement à des motifs de placement, achat et vente de valeurs mobilières (actions et obligations)

C. Le financement de l'investissement :

Pour financer ses investissements, un agent économique dispose de différents moyens substituables ou complémentaires. La première alternative qu'il doit trancher concerne le recours à un financement interne ou externe.

✚ **Financement interne** : c'est l'autofinancement, l'entreprise utilise ses propres ressources pour investir. Cela suppose que la firme a réalisé de bons résultats et qu'à partir des profits dégagés au cours de son activité productive elle a pu constituer une bonne épargne.

✚ **Financement externe** : cette seconde forme intervient lorsqu'il recourt à l'argent externe, là, il doit alors choisir entre financement direct (via le marché financier) et indirect (par l'intermédiaire d'une institution bancaire).

En résumé, pour assurer le financement des investissements, plusieurs possibilités de financement sont ouvertes à l'unité de production :

- **L'épargne** : ce sont les propres ressources de l'entreprise, il s'agit de l'autofinancement (financement interne)
- **Les crédits** : l'entreprise peut faire recours au financement extérieur, il s'agit de crédits que les banques font aux entreprises en utilisant l'épargne des particuliers (financement externe).
- **L'Etat** : il s'agit des subventions (aides non remboursables) accordées par les administrations publiques aux unités de production pour dépasser leurs difficultés financières. (financement externe).

D. Les facteurs agissants sur la décision d'investissement :

Avant de prendre la décision d'investissement, le chef d'entreprise pose un ensemble de questions : 1) quel est le cout de l'investissement ?, 2) quel est le niveau de la demande sur le marché ?, 3) quel sera le niveau de profit à réaliser ?, 4) est-il intéressant de faire un placement ou bien un investissement ?.....

La réponse à ces questions nous amène à traiter les facteurs déterminants l'investissement :

- a. **La demande anticipée :** C'est le facteur déterminant de l'investissement. Il permet à l'entreprise d'ajuster ses capacités de production à la demande anticipée exprimée sur le marché. Si la demande est importante, cela va inciter l'entreprise à investir et vice versa. La théorie économique a intitulé cette relation entre la variation de l'investissement et la variation de la demande par « le principe d'accélérateur » : il s'agit d'une relation d'accélération car l'accroissement de l'investissement est plus que proportionnel à l'accroissement de la demande.
- b. **Le profit :** est le revenu de l'entreprise qui permet de rémunérer ses propriétaires et qui constitue de nouveaux moyens de financement pour l'entreprise. Donc, le bénéfice net = bénéfice - [impôts sur les bénéfices + dividendes + bénéfices mis en réserve]
- c. **La rentabilité :** représente le rapport entre les profits réalisés et les capitaux engagés.

$$\text{Re} = \text{EBE} / \text{Capital engagés}$$

2.2. La fonction « Consommation »

A. Définition :

Consommer, est l'acte d'utiliser un bien ou un service à des fins Individuelles ou collectives. Autrement dit, la consommation est l'emploi d'un bien ou d'un service en vue soit, de la satisfaction d'un besoin, soit de sa transformation dans le processus de production, impliquant la destruction immédiate ou progressive du bien ou du service.

B. Les différentes formes de la consommation :

En fonction d'un certain nombre de caractéristiques, nous distinguons :

a. La consommation finale :

Ensemble de biens ou de services détruits immédiatement ou progressivement lors de l'acte de consommation. Il faut distinguer entre la dépense de consommation finale (Ce que les agents paient) et la consommation effective (ensemble de biens et services consommés).

b. La consommation intermédiaire/ productive :

C'est l'utilisation d'un ensemble de biens ou de services afin de produire d'autres biens. Ces biens et services seront détruits au moment de leurs utilisations. Un même bien peut être consommé de façon intermédiaire ou finale, en fonction de l'usage, productif ou non, qu'en fait son utilisateur.

c. La consommation individuelle :

Ensemble de biens et services consommé par un seul individu et destiné à satisfaire ses propres besoins. La consommation individuelle inclut aussi l'autoconsommation.

d. La consommation collective :

Ensemble de biens et services est consommés par plusieurs individus sans possibilité d'exclusivité, et ce, en leur permettant de satisfaire le même besoin., il s'agit généralement des services non marchands qui sont produits par les administrations publiques et consommés de manière collective.

C. Les déterminants de la consommation :

La consommation est en fonction du revenu $C = f(R)$. nous distinguons les déterminants économiques et les déterminants non économiques :

a. Les déterminants économiques :

Ensemble de facteurs économiques qui peuvent influencer la consommation, nous avons :

- **Le revenu :** la consommation varie en fonction du revenu. L'accroissement de ce dernier modifie la structure de la consommation. Les coefficients budgétaires permettent de mesurer la part du budget consacrée à un bien ou un service par rapport au budget total.
- **Les besoins : voir Chapitre II**

b. Les déterminants non économiques :

Nous citons :

- **La classe sociale** : la consommation d'un individu varie en fonction des habitudes et traditions tirées de son éducation ;
- **La CSP** : dans le même ordre d'idées, la consommation peut être influencée par la catégorie socio professionnelle à laquelle appartient l'individu. Ceci s'explique en partie par un besoin d'identification ;
- **Le comportement ostentatoire** : le fait de consommer correspond à un besoin d'être reconnu par la société comme appartenant à un groupe social particulier « effet de *snobisme* » ;
- **Le mode de vie** : la consommation est en fait influencé par le mode de vie de l'individu, en fonction des habitudes et traditions ;
- **L'effet d'imitation** : la consommation répond parfois au besoin de copier la consommation de la classe sociale supérieure ;
- **La publicité** : l'acte de consommer est en partie influencée par la publicité produite par les entreprises. La consommation est donc provoquée par le producteur.

En résumé, lorsqu'un individu parvient à satisfaire ses besoins primaires, son surplus de consommation sera en grande partie influencé par ces facteurs non économiques. De nombreux actes de consommation répondent alors à des phénomènes de mode.

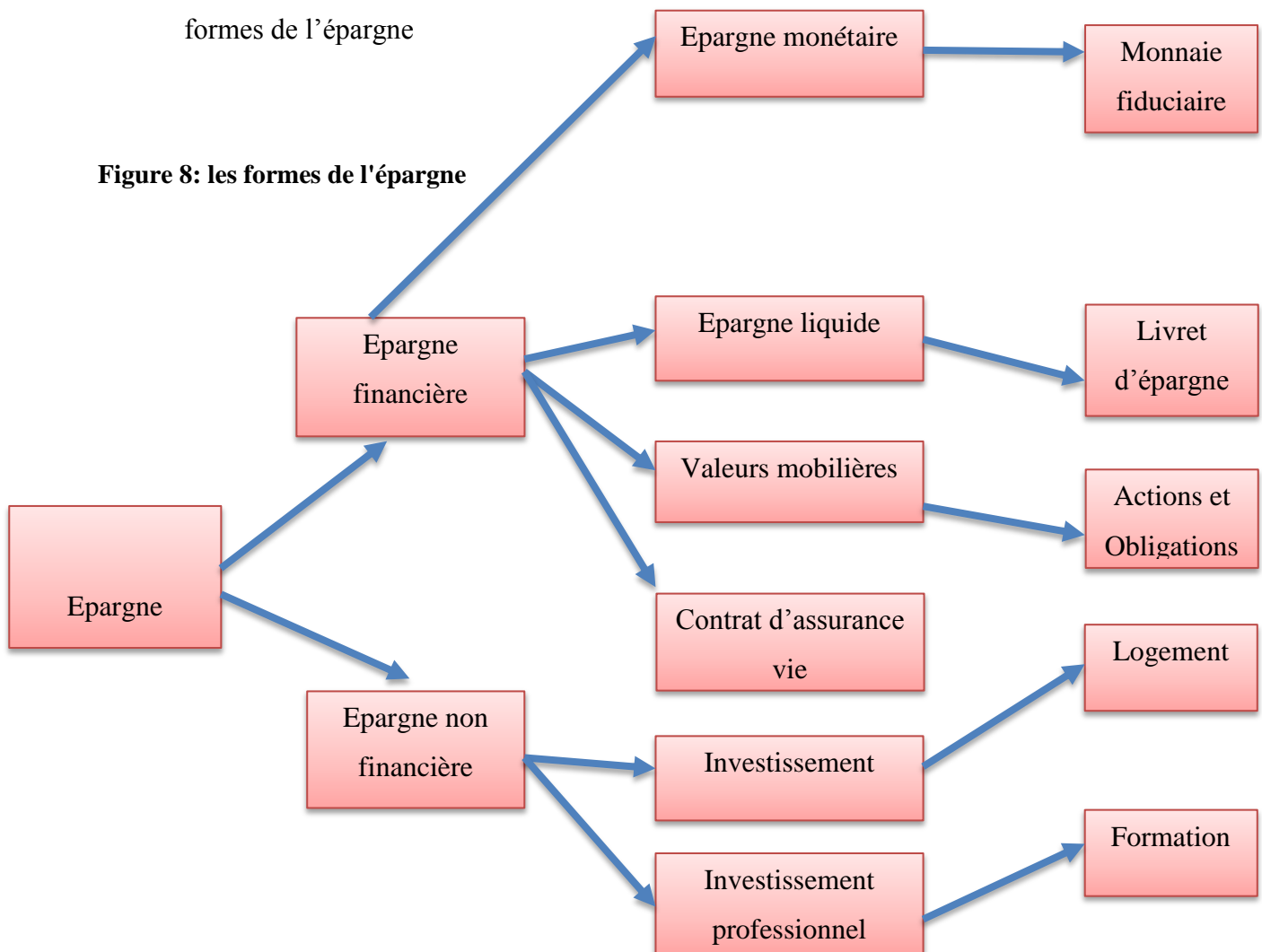
2.3. La fonction d'épargne

A. Définition :

L'épargne est la partie du revenu non dépensée, ou consommée, mis en réserve. Chaque agent économique épargne, notamment pour financer ses investissements (logements, équipements,). Si un agent économique investit moins qu'il épargne, il dispose d'une capacité de financement (**CF**) et s'il investit plus qu'il épargne, il dispose d'un besoin de financement (**BF**).

L'épargne peut être définie comme la part du revenu qui reste disponible pour accumuler des actifs physiques et des actifs financiers. Elle est souvent assimilée à une consommation différée dans le temps. Autrement dit, elle peut être définie comme une renonciation à une consommation immédiate. Or, les individus ont tendance profonde à donner une valeur plus importante aux biens consommés immédiatement qu'aux biens consommés ultérieurement. (LONGATE.J & VANHOVE. P, 6^{ème} éd, 2018).

B. Les différentes formes de l'épargne : le schéma suivant synthèse les différentes formes de l'épargne



Source : Nos regroupements

C. Les motivations de l'épargne :

Selon **John Maynard Keynes**, nous pouvons distinguer plusieurs motifs principaux d'épargne dont nous citons :

- **La consommation différée** : c'est une épargne nécessaire pour l'achat de biens de consommation durable chers. Ex : achat d'un logement, d'une voiture
- **L'investissement** : consiste à placer une partie du revenu dans des actifs financiers ou matériels dans l'espoir d'en tirer un rendement. Autrement dit, c'est une épargne destinée à l'achat de biens d'équipement par une entreprise,
- **La précaution** : c'est une épargne nécessaire pour se prémunir contre un risque. Ex : cessation d'activité à cause d'une maladie, chômage, ...

D. Les déterminants de l'épargne :

L'épargne joue un rôle essentiel dans une économie. Elle est la contrepartie de l'investissement qui permet le maintien de la croissance. c'est l'épargne des ménages qui représente la part la plus importante au niveau de l'épargne nationale. Les déterminants les plus importants sont :

- a. Le revenu :** en théorie, plus le revenu disponible augmente, plus la part consacrée à l'épargne aura tendance à augmenter ; inversement, plus le revenu aura tendance à stagner ou à baisser, plus le taux d'épargne diminuera ; mais cette variation dépend également du taux d'inflation,
- b. L'inflation :** en période d'inflation (c'est-à-dire d'accroissement plus ou moins important du niveau général des prix), les ménages accélèrent leur consommation afin de satisfaire une grande partie des besoins;
- c. Le taux d'intérêt :** il détermine l'arbitrage des ménages entre consommation et épargne. Plus le taux d'intérêt est élevé, plus il favorise l'épargne, les placements financiers bénéficiant d'une meilleure rémunération.

A ces déterminants économiques, nous rajoutons les déterminants structurels tels que l'incertitude et le chômage, l'impact de l'endettement,

La figure suivante synthétise la relation entre le Revenu (Y), la Consommation (C) et l'Épargne (S).

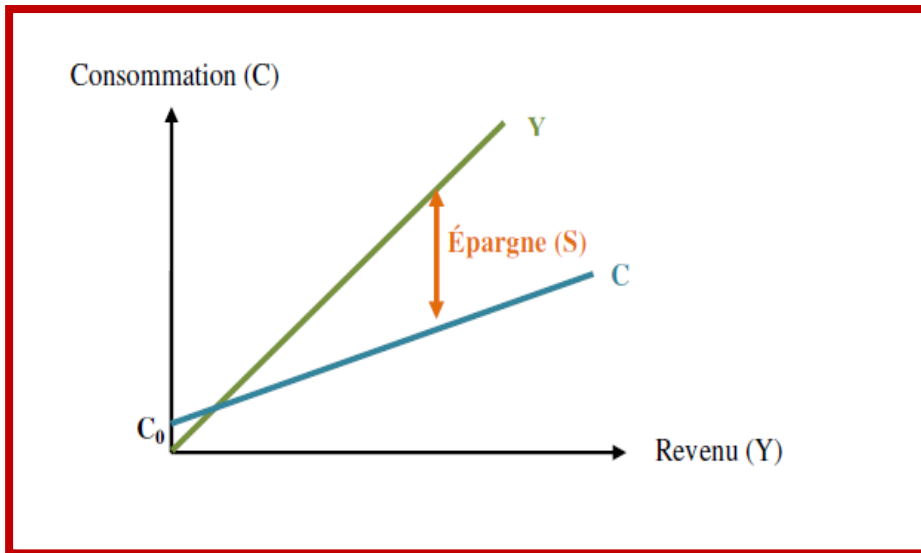
Epargne ou consommation ?

Les deux fonctions véhiculent des valeurs à la fois économiques et sociales. Derrière le débat « Epargne-Consommation », c'est souvent un mode de vie individuel ou collectif qui est discuté. Ainsi J B SAY écrivait en 1803 : « l'effet le plus immédiat de toute espèce de consommation est la perte de valeur, et par conséquent, de richesse, qui résulte pour le possesseur du produit consommé ». La consommation correspond donc à une destruction de richesses que seul le désir de jouir du temps présent justifie. L'épargne, en revanche, véhicule l'image du sacrifice nécessaire à la poursuite sur le long terme, du processus de création de richesses.

Les réflexions sur la consommation et l'épargne portent souvent sur le rôle qu'elles peuvent jouer sur la croissance économique. Il est donc, indispensable de connaître les variables / paramètres qui expliquent les décisions d'épargne et de consommation des agents

économiques. Pour ce faire, plusieurs études ont été menées et ont abouti à des résultats plus au moins complexes, même si certains paramètres comme le revenu et le taux d'intérêt sont clairement identifiés comme variables ayant un impact direct sur la consommation et l'épargne.

Figure 9: Relation : Revenu (Y), la Consommation (C) et l'Épargne (S)



Questions de réflexion et d'application

- 1. Peut-on considérer la consommation comme source de revenu ?*
- 2. Expliquez comment la consommation peut entraîner des effets indésirables sur l'économie nationale ?*
- 3. Quel est le lien entre l'épargne, l'investissement et la croissance économique ?*
- 4. Est-ce que l'épargne nationale se traduit-elle automatiquement en investissement intérieur ?*
- 5. Quel est le rôle des taux d'intérêt dans l'ajustement des décisions d'épargne et d'investissement ?*
- 6. Expliquez comment l'investissement et la production contribuent à la croissance économique d'une nation ?*
- 7. Quel est l'intérêt de mesurer la richesse par la valeur ajoutée ? comment mesurer la production nationale ? Expliquez ?*

Chapitre VI: Monnaie : définition et fonctions

Section 1 : La monnaie

- 1.1. Genèse et évolution de la Monnaie*
- 1.2. Les différentes formes de la monnaie*
- 1.3. Les fonctions de la monnaie*

Section 2 : Le financement de l'économie

- 2.1. Le rôle de la Banque Centrale*
- 2.2. Le rôle des banques primaires/commerciales dans la création de la monnaie*
- 2.3. Les deux modes de financement de l'économie*

Chapitre VI : La Monnaie et le financement de l'Activité Économiques

La monnaie occupe une place importante dans toute économie. Les opérations de vente et achat ; l'épargne ; rémunération du facteur travail ;... s'effectuent avec de la monnaie. Dans notre vie quotidienne, nous sommes confrontés à des phénomènes monétaires doublement`

- Directement, achat et vente ; recevoir son salaire, ...
- Indirectement, à travers les grands phénomènes macro-économiques tels que le taux d'inflation ; le taux de change ; le taux d'endettement ;....

De ce fait, la monnaie est au centre de toutes les activités économiques, elle sert pour mesurer et évaluer les quantités de biens matériels et immatériels.

L'objet de ce chapitre est de répondre à cet ensemble de questions

- ✓ Comment est née la monnaie et comment elle a évolué ?
- ✓ Quelles sont les différentes formes de la monnaie ?
- ✓ Quelles fonctions peut-on attribuer à la monnaie ?
- ✓ En quoi consiste le rôle économique de la monnaie ?

Section 1 : Genèse et évolution du concept « Monnaie »

Tout a commencé au début du VII^e siècle, en Turquie (Lydie), où s'est pratiqué le « **TROC** » pour la première fois. Le Troc désigne l'échange de marchandises contre les marchandises. Cette modalité d'échange ne fonctionne qu'à certaines conditions et se caractérise par des coûts élevés.

Les conditions du fonctionnement du troc² : L'économie de troc est un système dans lequel la monnaie est absente. Le fonctionnement d'une économie de troc nécessite la réunion d'au moins quatre conditions :

- Une communauté réduite d'individus, un nombre limité de personnes ;
- Une offre restreinte de produits, les quantités et le nombre de biens doit être limité pour faciliter les échanges ;
- Une volonté commune d'échanger, toutes les personnes qui veulent échanger des biens doivent se manifester au même temps,

² https://www.editions-ellipses.fr/PDF/9782340029842_extrait.pdf

- ➔ Des prix d'échanges faciles à établir pour les marchandises, le prix de chaque produit en un autre produit doit être accepté par chaque individu.

Ceci étant dit, lorsqu'une économie devient complexe, l'augmentation de l'offre de produits dans une économie de troc multiplie les relations d'échange et de ce fait, les échanges deviennent de plus en plus difficiles. Parmi les obstacles qui freinent le troc, nous citons : le temps de recherche du produit qu'on veut, la double coïncidence des désirs et la valeur relative des biens, qui est difficile à estimer.

Comme il est difficile de réunir toutes ces conditions avec l'évolution des sociétés, les populations ont pensé à créer d'autres moyens d'échange. Il s'agit des objets auxquelles on attribuait une valeur d'échange, facile à stocker et directement utilisables tels que le « **SEL** », qui a servi à payer les légionnaires romains et est à l'origine du mot « Salaire » ; ou des objets symboliques tel les coquillages, exactement le « **CAURI** ».

Le choix de ce petit coquillage « le **CAURI** » s'explique bien sûr par son abondance, mais surtout par son aspect suffisamment uniforme pour être à la base d'un système monétaire fondé sur le comptage. Autre qualité d'importance : le cauri est très difficile à contrefaire.

Les biens utilisés ont été rapidement remplacés par des métaux précieux « **OR**, **ARGENT** » qui avaient toutes les qualités pour être universellement acceptés et pour être conservés :

- Homogènes, donc facilement divisibles ;
- Inaltérables, leur durée de vie étant presque infinie ;
- Grande valeur, du fait de leur rareté, pour un poids et un volume assez réduits ;
- Aisément transportables.

Les pièces de monnaie sont arrivées par la suite, d'abord en ANATOLIE en Grèce, vers 269 A. J. C, fut installé le premier atelier monétaire, MONETA à l'origine du mot « **Monnaie** ».

1.1. Définition de la Monnaie

En économie, le mot monnaie, désigne tous les moyens de paiement dont les agents économiques disposent. La monnaie est un actif dont les formes varient en fonction des

structures économiques et sociales du pays. La monnaie est un bien accepté par les membres d'une société pour règlement des échanges.

1.2. Les formes de la monnaie

La forme de la monnaie a évolué avec l'évolution de l'être humain et de l'économie. Elle a pris des formes diverses. Suivant un processus de dématérialisation, les formes sont passées de la monnaie marchandise à la monnaie virtuelle contemporaine. Actuellement, la monnaie est essentiellement scripturale.

A. La monnaie Marchandise :

Dans les sociétés primitives, la monnaie a pris la forme de biens à qui les membres ont attribué une valeur intrinsèque : coquillages sels, lingots et pièces de métaux précieux, etc. Les cauris, une variété de coquillages présente dans l'océan Indien et l'océan, furent longtemps une des formes de monnaie la plus commune, utilisée dans les échanges par les marchands chinois, indiens et arabes, avant que l'usage de pièces métalliques ne s'impose progressivement³.

B. La monnaie Métallique :

La monnaie métallique a connu trois grandes étapes :

- ✓ **La monnaie pesée** : la monnaie représente les métaux précieux (or ou argent), d'abord sous forme de lingots. Elle est la forme la plus ancienne de monnaie, elle inspire confiance, mais pose des problèmes de transport ;
- ✓ **La monnaie comptée** : vers 800 A.J.C, les lingots furent divisés en pièces, une invention qui se généralisa rapidement en Grèce puis à Rome, ainsi qu'en Chine, l'Inde,
- ✓ **La monnaie frappée** : les monnaies métalliques furent frappées d'une inscription indiquant le poids de la pièce. La valeur de la pièce en unité de compte est fixée par son poids en métal.

C. La monnaie Papier/Fiduciaire :

³ Cours Collège de France, Qu'est-ce que la monnaie et comment est-elle créée ? disponible en ligne : https://www.college-de-france.fr/media/campus-innovation/lycees/UPL8548336361089753829_Classe_de_premiere_Chapitre_5.pdf

Cette monnaie constitue une étape importante dans le processus de dématérialisation des signes monétaires. La monnaie fiduciaire regroupe ce que l'on appelle dans le langage courant « l'argent liquide », c'est-à-dire les pièces et les billets de banque. Cette monnaie est dite fiduciaire (du latin *fiducia* : la confiance)⁴. C'est un instrument monétaire qui n'a pas de valeur intrinsèque, elle est acceptée par confiance accordée par son émetteur, d'où le nom de monnaie fiduciaire donné aux billets.

D. La monnaie scripturale

La monnaie scripturale est constituée des *dépôts bancaires à vue*, c'est-à-dire des sommes dont disposent les titulaires des comptes courants bancaires et qu'ils peuvent dépenser à la demande³, à n'importe quel moment et pour n'importe quel achat, simplement en utilisant leur carte de paiement, en signant un chèque ou en effectuant un virement. Cette monnaie est dite scripturale (du latin *scriptura* : l'écriture).

1.3. Les fonctions de la monnaie

Les économistes définissent généralement la monnaie par les fonctions économiques qu'elle remplit. Autrement dit, un objet est considéré comme monnaie, s'il présente ces trois fonctions :

A. La fonction d'intermédiaire des échanges :

La monnaie avant tout, est « *un intermédiaire des échanges* », c'est-à-dire un moyen que les agents économiques peuvent utiliser pour acheter n'importe quels biens qui s'échangent sur un marché, ou pour rembourser ses dettes. Cela ne peut se produire sauf dans le cas où il y a une confiance. De ce fait, la monnaie repose sur la confiance, dont le rôle de l'Etat est de mettre en place des lois et règlements pour faciliter ces transactions et obliger les agents économiques à accepter cette monnaie comme moyen d'échange (Exemple la loi 90-10 sur la Monnaie et le Crédit en Algérie)

B. La fonction d'unité de compte :

La monnaie est également une « *unité de compte* », c'est-à-dire un élément que les agents économiques utilisent pour exprimer les prix de tous les biens et services et le montant des dettes. Par exemple, en France, comme dans l'ensemble des pays de la zone euro, les prix des différents biens et services et le montant des dettes contractées sont exprimés en euro. La fonction d'unité de compte est évidemment très fortement liée à la fonction précédente : c'est

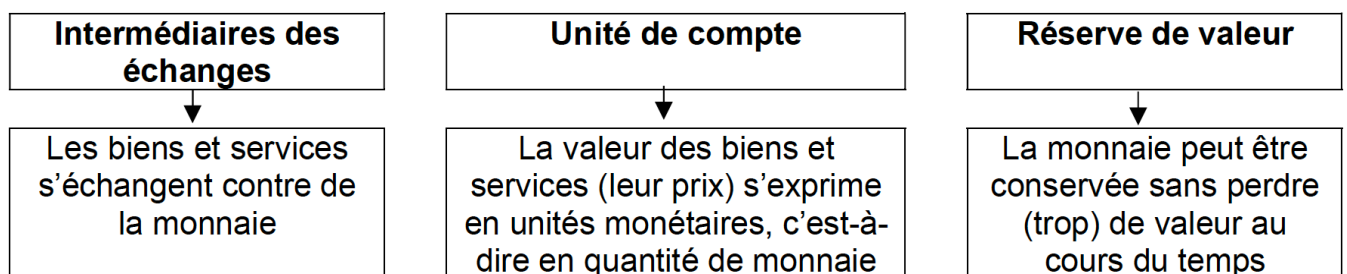
⁴ Cours Collège de France, op cit p 7.

parce que la monnaie permet d'acheter n'importe quel bien ou service et de rembourser n'importe quelle dette que les prix des biens et services et le montant des dettes peuvent s'exprimer en unité monétaires, c'est-à-dire en quantité de monnaie.

C. La fonction de réserve de valeur :

La monnaie est enfin une « réserve de valeur », c'est-à-dire un élément que les agents économiques utilisent pour conserver du pouvoir d'achat à travers le temps et reporter à plus tard des décisions d'achat, d'investissement, ... toutefois, la valeur de la monnaie n'est pas la même au cours du temps. En effet, s'il y a inflation, les quantités de biens et services achetées actuellement ne seront pas les mêmes dans le future.

Figure 10: Synthétise les trois fonctions de la monnaie



Source : Cours Collège de France, op cit, p 6

1.3. Le rôle économique de la monnaie : le financement de l'AE

Au début de la révolution industrielle, le financement de la croissance des entreprises était essentiellement assuré par l'autofinancement car les investissements étaient peu coûteux, l'épargnant et l'investisseur sont en fait la même personne. Mais avec le développement des industries lourdes, il est nécessaire d'encourager la création de sociétés de capitaux car les besoins de financement sont de plus en plus à long terme. C'est avec la loi autorisant les sociétés anonymes que les entreprises disposent véritablement de moyens de drainer l'épargne des ménages. Toutefois, au début du XXe siècle, même si les marchés de capitaux parviennent à collecter une masse croissante de fonds, l'activité des bourses de valeur reste très concentrée sur les obligations d'Etat⁵. Les agents économiques disposent de deux sources de financements :

V.1. Financement direct : dans le financement direct, l'emprunteur et le prêteur sont en relation directe. Par exemple, une entreprise émet des obligations sur le marché financier,

⁵ HELLEBODE. CH, Cours en ligne sur la Monnaie et le financement de l'AE, disponible sur : <https://www.melchior.fr/cours/complet/cours-2-la-monnaie-et-le-financement-de-l-economie> , p

qui sont souscrites par des ménages ; le taux d'intérêt est payé par l'emprunteur au prêteur. C'est un financement qui s'opère par recours au marché financier : l'emprunteur (E) émet des obligations (procédures d'endettement) que l'entreprise doit rembourser en payant un intérêt fixe ; soit l'E émet des actions, dans ce cas elle n'a pas des remboursements à effectuer aux actionnaires, mais ces derniers ouvrent droit à des dividendes.

V.2. Financement indirect : dans certains investissements lourds, les E ont besoins de financements à long terme qu'elles ne peuvent satisfaire par leurs propres résultats. De ce fait, elles font appel aux intermédiaires financiers pour satisfaire ce besoin. De ce fait, les banques mettent de la monnaie à la disposition de ces entreprises. Donc elles créent de la monnaie.

Section 2 : la création monétaire : Comment et qui décide des quantités ?

La monnaie joue un rôle essentiel dans le fonctionnement de l'économie. La maîtrise de sa création représente donc un enjeu déterminant.

Compte tenu de la diversité des rôles joués par la monnaie, il est important de savoir comment est créée et qui contrôle sa création.

2.1. Les agrégats monétaires

Les agrégats monétaires sont des indicateurs statistiques utilisés pour mesurer la masse monétaire, c'est-à-dire l'ensemble des instruments monétaires en circulation dans une économie à un moment donné. Ils regroupent différents types de moyens de paiement, classés selon leur degré de liquidité. Autrement dit, selon la facilité avec laquelle ils peuvent être utilisés pour des transactions courantes.

Les principaux agrégats sont **M1, M2 et M3** :

- **M1** est l'agrégat le plus restreint. Il comprend la monnaie fiduciaire (pièces et billets) ainsi que la monnaie scripturale (dépôts à vue, immédiatement disponibles pour les paiements). C'est la forme de monnaie la plus liquide.
- **M2** inclut M1 et y ajoute les dépôts à terme d'une durée inférieure ou égale à deux ans ainsi que les dépôts remboursables avec préavis. Ces avoirs sont légèrement moins liquides, mais restent facilement mobilisables.

- **M3** regroupe M2 et y intègre des instruments financiers négociables sur les marchés monétaires, comme certains titres de créance à court terme et d'autres placements très liquides, bien que moins aisément utilisables que ceux de M2.

Ces agrégats permettent aux banques centrales, de suivre l'évolution de la masse monétaire ($MM = M1 + M2 + M3$). Cette observation est essentielle à la conduite de la politique monétaire, en particulier pour contrôler l'inflation et maintenir la stabilité économique.

L'étude des évolutions et des transformations des différents agrégats permet de faire apparaître d'éventuels transferts entre, d'une part, une monnaie servant de moyen de paiement immédiat utilisable directement pour la consommation et, d'autre part, une monnaie qui prend la forme d'une épargne moins facilement convertible en moyen de paiement.

Plusieurs facteurs permettent d'expliquer l'évolution des agrégats : les mesures fiscales, qui peuvent rendre certains placements plus attractifs que d'autres ; les innovations financières et monétaires, à l'origine de nouveaux titres plus séduisants ; ainsi que la conjoncture des marchés financiers, dont les fluctuations favorables ou défavorables encouragent ou freinent les placements à long terme.

2.2. Comment et qui crée de la monnaie ?

Les banques sont des intermédiaires financiers qui recueillent des dépôts, fournissent des moyens de paiement et accordent des prêts. Elles disposent également, du pouvoir de créer de la monnaie scripturale lors de l'octroi de crédits : en inscrivant simplement les montants prêtés sur le compte de leurs clients, elles génèrent de la monnaie nouvelle à partir de rien.

A l'échelle mondiale, les systèmes bancaires sont constitués d'une multitude de banques commerciales et d'une banque centrale :

A. La Banque Centrale :

La banque centrale est une banque un peu particulière qui joue tout d'abord le rôle de « banque des banques » : chaque banque commerciale doit disposer d'un compte bancaire auprès de la banque centrale et c'est par l'intermédiaire de ces comptes que les banques commerciales règlent les dettes qu'elles ont entre elles. Elle joue également le rôle d'émission de la monnaie fiduciaire : elle seule a la habilité d'émettre/ de créer des pièces et des billets.

B. Les Banques Commerciales :

En fait, la monnaie fiduciaire ne représente qu'une toute petite fraction de la monnaie en circulation. La masse monétaire est à 90% de la monnaie scripturale. Cela veut dire, une simple écriture sur un compte bancaire, qui circule via les divers moyens de paiements, (Carte bancaire, virement, chèques,...). De ce fait, réellement, les premiers créateurs de monnaie sont bien les banques commerciales. Ces banques créent de la monnaie par les différentes formes de crédits qu'elles octroient.

A ces deux acteurs créateurs de monnaie s'ajoute le trésor public. Ce dernier, chargé de gérer les recettes et les dépenses de l'État, participe également à la création monétaire puisqu'il détient le monopole de la fabrication des pièces. Son rôle dépasse toutefois cette seule fonction : il crée aussi de la monnaie scripturale. Par un simple jeu d'écritures, il peut par exemple créditer un compte courant postal pour régler une dette envers un fournisseur de l'État. Cette opération équivaut à une véritable création monétaire, car elle met en circulation de nouveaux moyens de paiement.

La création monétaire repose sur la transformation d'une créance en moyen de paiement. L'ensemble de ces créances constitue les contreparties de la masse monétaire, réparties en trois grandes catégories : les crédits à l'économie, les créances sur le Trésor et les créances sur l'extérieur. Ces catégories reflètent les différents agents économiques : ménages, entreprises, État et reste du monde.

Les crédits à l'économie représentent plus de 80 % de ces contreparties et regroupent les prêts, à court ou moyen terme, accordés par les banques aux ménages et aux entreprises. Viennent ensuite les créances sur le Trésor, qui prennent diverses formes (titres publics, créances des banques sur les centres de chèques postaux). Leur poids et leur structure dépendent des choix de l'État en matière de financement de son budget. Enfin, les créances sur l'extérieur dépendent du solde des paiements extérieurs du pays et sont gérées par le Fonds de stabilisation des changes, sous l'autorité de la Banque Centrale, qui intervient en achetant des devises en cas d'excédent ou en vendant en cas de déficit.

Cependant, les banques possèdent certes, la faculté de créer les ressources nécessaires à leurs activités, mais ce pouvoir est limité et contrôlé par la Banque Centrale. Cette dernière, elle peut agir sur le coût du refinancement et, par conséquent, sur l'activité de crédit des banques commerciales, influençant ainsi la quantité de monnaie en circulation dans l'économie.

L'ensemble des actions menées par la banque centrale visant à orienter l'évolution de la masse monétaire constitue la politique monétaire. Le degré d'indépendance de la banque centrale vis-à-vis du gouvernement dans la conduite de cette politique varie selon les pays.

2.3. Qui décide au final de la quantité de monnaie à créer ?

Compte tenu de la contrainte imposée par les réserves obligatoires, les banques commerciales sont limitées dans leurs capacités de création de la monnaie. Elles sont, en fait, tenues de respecter la quantité de monnaie que la Banque Centrale met à leur disposition (Alternatives économiques, 2014, p 95).

En matière d'offre de Monnaie, la question du *combien* est fortement liée à celle du *comment* offrir de la monnaie ? À travers la politique monétaire, l'Etat a devant lui plusieurs alternatives permettant d'accélérer ou freiner la création monétaire en fonction de la demande (KHELDI, M, 2011, pp 176-181).

- A. **Les taux d'intérêts** : si la masse monétaire en circulation dépasse la demande, la banque centrale peut intervenir pour revoir le taux directeur à la hausse afin de rendre le crédit plus cher. De ce fait, les agents économiques vont hésiter de demander des crédits. Et vice versa.
- B. **Les bons du trésor** : le risque d'une inflation peut entraîner la Banque Centrale à lancer la vente de bons de trésor jusqu'à absorption des surplus de liquidités. Et dans le cas contraire, si les signes annoncent une récession, la Banque Centrale va injecter des liquidités dans l'économie par le rachat d'actifs vendus antérieurement. Dans ces situations, la Banque Centrale joue le rôle d'arbitrage en injectant ou en retirant de la monnaie.
- C. **La politique des réserves obligatoires** : La Banque Centrale oblige les banques commerciales à ne pas prêter la totalité de leurs dépôts au niveau de cette dernière, mais elle les oblige à garder des réserves.
- D. **L'intervention des pouvoirs publics pour limiter l'octroi de crédit** : Les pouvoirs publics interviennent parfois pour encadrer ou limiter l'octroi de crédit, afin de prévenir les déséquilibres économiques et financiers. Lorsque la distribution de prêts devient trop importante, elle peut entraîner une surconsommation, une hausse excessive des prix des actifs (comme l'immobilier) et, à terme, des risques de surendettement des ménages ou d'instabilité bancaire.

Pour éviter ces dérives, les autorités monétaires et les pouvoirs publics peuvent prendre des mesures, dites prudentielles, par exemple, limiter la part du revenu pouvant être consacrée au remboursement d'un prêt, exiger davantage de garanties ou renforcer les exigences en fonds propres des banques.

Ainsi, l'intervention des pouvoirs publics vise à assurer un financement soutenable de l'économie, à maîtriser l'inflation et à préserver la stabilité du système financier.

2.4. Création monétaire : quels effets sur l'économie nationale ?

Lorsque la banque accorde un prêt, elle crée de la monnaie qu'elle ne possède pas nécessairement, simplement par une écriture comptable. Cette monnaie nouvellement créée circule ensuite dans l'économie. Grâce à ces crédits, les ménages achètent des biens et des services à un certain prix ; les ventes génèrent du chiffre d'affaires pour les entreprises, qui versent ensuite des salaires aux ménages. Une fois le crédit remboursé, la monnaie créée est retirée de la circulation : c'est la destruction monétaire, qui correspond à l'inverse du processus de création monétaire.

Quand le nombre de crédits augmente, la quantité de monnaie en circulation progresse elle aussi. À terme, cela peut entraîner une hausse des prix des biens et services (plus de monnaie pour une même quantité de biens), ce qui conduit à de l'inflation. Si les revenus n'augmentent pas au même rythme que les prix, les ménages perdent du pouvoir d'achat, consomment moins et les entreprises voient leur chiffre d'affaires diminuer. Une inflation trop forte freine donc l'activité économique.

À l'inverse, s'il n'y a pas assez de monnaie en circulation, celle-ci devient rare et les prix baissent : c'est la déflation. Dans ce contexte, les ménages repoussent leurs achats puisqu'ils anticipent des prix plus faibles plus tard. Cette baisse de la demande réduit les marges des entreprises et entraîne un recul global de l'activité économique. La déflation constitue ainsi un danger pour l'économie.

Il est donc essentiel de contrôler la quantité de monnaie en circulation dans un pays. Ce rôle revient à la banque centrale, notamment à travers les crédits qu'elle accorde aux banques commerciales. Lorsqu'une banque manque de liquidités, elle se tourne vers la banque centrale, qui lui prête au taux d'intérêt appelé « taux directeur ». Ce taux influence directement les taux d'intérêt appliqués par les banques commerciales. Si le taux est faible, les crédits augmentent et la masse monétaire en circulation s'accroît. À l'inverse, un taux élevé réduit le volume de crédits et donc la quantité de monnaie en circulation.

La banque centrale ajuste son taux directeur en fonction du niveau d'inflation afin de réguler au mieux l'activité économique.

Ceci étant dit, le processus de création de monnaie est indissociable du processus de sa destruction. Pratiquement, au quotidiens, des quantités de monnaie sont créés et d'autres sont détruites. La destruction de monnaie correspond à la valeur du pouvoir d'achat perdu par les agents économique et elle se produit lorsque :

- Les agents économiques qui avaient contracté des emprunts les remboursent. Les sommes qu'ils versent à la banque correspondent aux perte de pouvoir d'achat pour ces agents économiques ;
- Les particuliers achètent des bons du trésor ;
- Les banques fournissent des devises aux importateurs en contre partie de la monnaie nationale.

Questions de réflexion et d'application

1. *Quelles sont les principales sources de financement des entreprises ?*
2. *Quelle est la différence entre financement direct et financement indirect ?*
3. *Quel rôle jouent les marchés financiers dans le financement de l'économie ?*
4. *Pourquoi les ménages, les entreprises et l'État ont-ils besoin de financement ?*
5. *Comment le crédit influence-t-il la croissance économique ?*
6. *Quels effets une hausse des taux d'intérêt peut-elle avoir sur l'investissement et la consommation ?*
7. *À quel moment une banque crée-t-elle de la monnaie ?*
8. *Comment cette création de monnaie se matérialise-t-elle ?*
9. *Comment la digitalisation (crypto-monnaies, monnaie numérique de banque centrale) transforme-t-elle la nature de la monnaie ?*

Chapitre VII: Déséquilibres et politiques économiques

Section 1 : L'inflation

- 1.1. Définition*
- 1.2. Les différents types de l'inflation*
- 1.3. Calcul du taux d'inflation*

Section 2 : Le chômage

- 2.1. Définition*
- 2.2. Les différents types de chômage*
- 2.3. Calcul du taux de chômage*

Section 3 : Les déséquilibres extérieurs de la balance commerciale

- 3.1. La balance commerciale*
- 3.2. Les facteurs agissant sur la balance commerciale*

Chapitre VII : Les grands déséquilibres macroéconomiques

Les opérations économiques résultent principalement des activités effectuées par les individus suite aux décisions prises dans le cadre des choix microéconomiques. Les individus représentent les agents économiques au sein d'une économie. Ils peuvent être des consommateurs, des producteurs, des investisseurs (ou des entrepreneurs), l'Etat, le ministre (etc). Toutes ces informations devraient être regroupées dans des grandeurs mesurables. Ce sont des grandeurs globales qu'on appelle les agrégats macroéconomiques. Toutes les opérations économiques effectuées par les agents sont enregistrées par la comptabilité nationale. (BEN ZINEB.S, 2019, p 14).

Un déséquilibre et une rupture, une perte d'équilibre une perturbation qui survient dans un système préalablement stable/ équilibré (KHELADI, M, 2011, P 187).

Un déséquilibre est une situation macroéconomique instable qui, par le jeu de forces contraires, peut avoir une certaine pérennité dans le temps⁶. Autrement dit, un déséquilibre économique est une situation qui se présente lorsque les variables macroéconomiques n'ont pas atteint.

L'objectif recherché dans toute économie est bien la stabilité des prix. Cet objectif ne peut se réaliser que par une croissance soutenue et durable, par la création d'emplois et par l'équilibre des opérations extérieures notamment l'équilibre de la balance des paiements.

Le chômage, l'inflation, la croissance économique et l'équilibre extérieur constituent les problèmes que les économistes cherchent à résoudre. L'état de la santé d'une économie ainsi que l'efficacité des politiques économiques mises en œuvre sont reflétés par le niveau des taux de chômage et des taux d'inflation atteints.

Section 1 : Le chômage

Au niveau national, le chômage est une catégorie macro-économique qui caractérise une économie qui n'arrive pas à utiliser son facteur travail pleinement.

1.1.Définition du chômage

Situation d'un individu ou d'une partie de la population d'un pays en âge de travailler qui se trouve sans emploi et à la recherche d'un emploi ; les chômeurs sont inclus dans la

⁶ Disponible en ligne : <http://www.thepremierees-blog4ever.com> , consulté le 26/12/2022, p01.

population active. Le chômage peut être total ou partiel (réduction du nombre d'heure de travail par exemple).

Au sein d'une économie, le chômage constitue un problème de taille lié directement aux citoyens en affectant leurs situations et leur statut.

1.2. Les différents types de chômage

La revue de la littérature économique nous dicte plusieurs désignations pour définir les différents types de chômage, nous relevons :

- A. Le chômage conjoncturel** : qui résulte d'un ralentissement temporaire de la croissance économique.
- B. Le chômage déguisé** : emploi dont la productivité est faible, voire nulle.
- C. Le chômage technique** : dû à une interruption du processus technique de production (panne de machine, pénuries,...)
- D. Le chômage frictionnel** : Le chômage frictionnel est un type de chômage qui survient lorsque les travailleurs recherchent un nouvel emploi ou passent d'un emploi à l'autre. Il est dû au temps moyen nécessaire à un chômeur pour trouver un emploi correspondant à ses qualifications et à ses aspirations.
- E. Le chômage saisonnier** : lorsque l'activité du salarié fluctue selon les époques de l'année (agriculture, tourisme,...)
- F. Le chômage structurel** : Le chômage structurel est une catégorie de chômage qui résulte de l'inadéquation entre les emplois disponibles sur le marché de travail et les compétences des travailleurs disponibles sur ce marché (BEN ZINEB.S, 2019, p 38).

1.3. Le taux de chômage

Dans une économie, la population totale est constituée de population active et de population inactive ($POP\ TOT = PA + P\ inactive$). De sa part, la population active englobe les chômeurs et la population occupée ($PA = chômeurs + P\ occupée$). Donc, nombre de $chômeurs = population\ active - population\ occupée$

Le taux d'activité s'illustre comme suit :

$$\text{Tx de chômage} = \frac{\text{population active} - \text{population occupée}}{\text{population active}} * 100$$

Section 2 : L'inflation

2.1. Définition

Déséquilibre économique se manifestant par une hausse durable et cumulative du niveau général des prix dans une économie. (la hausse des prix doit concerner l'ensemble des prix des biens et services même si tous n'augmentent pas au même rythme. Le taux de croissance de l'indice du niveau général des prix (INGP) définit le taux d'inflation.

Pour **Olive G** : l'inflation est :

- ➡ La hausse du niveau général des prix ;
- ➡ Un phénomène auto-entretenu de hausse des prix et non un phénomène isolé et accidentel ;
- ➡ Une hausse des prix fondée sur des mécanismes macroéconomiques (répartition, formation des prix...) (OLIVE G, 1976, p).

2.5. Les origines de l'inflation

Plusieurs facteurs sont à l'origine :

A. L'inflation monétaire : trouve son origine dans l'émission excessive de monnaie.

Pour FRIEDMAN, M, « l'inflation est toujours et partout un phénomène monétaire ».

Le raisonnement s'appuie sur l'équation suivante de Fisher :

$$M * V = P * Y$$

Avec : **M** = quantité de monnaie, **Y** = le PIB nominal, **P** = niveau des prix **V** = vitesse de création de la monnaie qui indique le nombre de fois par an qu'une unité monétaire est utilisée.

Selon cette équation, une augmentation de la quantité de monnaie dans l'économie doit se traduire par l'une des trois variations suivantes : soit une augmentation des prix, soit un accroissement de la production ou un ralentissement de la vitesse de circulation.

Le remède dans ce cas, consiste à limiter la création de monnaie, par exemple par l'augmentation du taux d'intérêt accordés aux crédits.

B. L'inflation par la demande : provient de l'excès de la demande par rapport à l'offre.

Si la demande augmente sans que l'offre parvienne à satisfaire ce supplément, dans le court terme, les entreprises vont augmenter leurs prix de vente à cause des capacités de production insuffisantes (plein emploi des facteurs de production) pour rétablir l'équilibre entre l'offre et la demande.

Pour les keynésiens, l'inflation par la demande se déclenche lorsque le système ne réagit pas à un accroissement de production.

Pour les libéraux, le décalage entre l'offre et la demande qui provoque l'inflation par la demande est liée aux phénomènes suivants (TMAR. SASSI, A, 2013, p 153) :

- ➡ L'augmentation des salaires qui entraîne une augmentation de la demande des ménages ;
- ➡ Le déficit budgétaire : quand les dépenses de l'Etat dépassent ses recettes, ceci se traduit par l'augmentation de la consommation publique ;
- ➡ La baisse des taux d'intérêt implique un accroissement du mouvement des crédits qui à son tour va inciter les ménages et les entreprises à accroître leur demande.

Afin de faire face, l'Etat doit intervenir pour réduire les dépenses publiques et augmenter les prélèvements fiscaux.

C. L'inflation par les coûts : Elle provient d'une hausse des coûts de production.

L'entreprise répercute alors, sur le prix de vente, l'augmentation de ses coûts afin de préserver sa marge de profit. La hausse des coûts peut provenir de :

- ➡ La hausse des salaires ou des charges sociales,
- ➡ L'augmentation du prix des matières premières
- ➡ L'accroissement des impôts,
- ➡ L'inflation importée (accroissement du prix des produits importés),
- ➡ La baisse des taux de change

Un des remèdes est de limiter l'augmentation des salaires et l'Etat doit intervenir pour contrôler les revenus.

D. L'inflation par les structures : l'inflation dans ce cas est la résultante des structures de l'économie. Exemple : la formation des prix et des salaires sur les marchés monopolistiques peut avoir comme conséquences une spirale prix-salaire résultant

d'une lutte pour le partage de la valeur ajoutée. De même, la concertation entre les structures productives entraîne une hausse des prix de vente, les entreprises ne subissant pas une pression concurrentielle significative.

La politique de lutte contre cette inflation se révèle plus délicate à mettre en œuvre : politique de la concurrence, politique des revenus, l'Etat doit s'efforcer de restaurer les lois de marché en permettant le développement de la concurrence,...

2.6. Les types d'inflation

Les quelques types d'inflation cités ci-dessous sont répertoriés selon leurs caractéristiques et leurs modes de déclenchement :

- A. L'inflation réprimée** : appelée aussi l'inflation refoulée, cette dernière est caractérisée par un strict contrôle des prix et salaires exercé par l'Etat, par le biais des subventions.
- B. L'inflation déclarée** : ce type d'inflation apparaît lorsque l'Etat n'est plus en mesure de refouler l'inflation par les contrôles, le blocage des salaires et les subventions, dans ce cas, la situation de hausse des prix est maîtrisée, l'inflation ne peut plus être réprimée, elle est déclarée.
- C. L'inflation galopante** : ce type d'inflation est marqué par son niveau annuel très élevé qui peut atteindre 2 ou 3 chiffres. Le Brésil a connu ce type d'inflation dans les années 80 qui a causé une dépréciation de leur monnaie.

2.7. Mesure de l'inflation

L'inflation est mesurée par l'indice des prix à la consommation (IPC). Il s'agit d'une moyenne pondérée de prix des biens et services qui sont consommés par les ménages, notamment⁷ :

- ➡ Les produits d'usage courant (alimentation, boissons, journaux, essence, etc.).
- ➡ Les biens durables (habillement, ameublement, ordinateurs, machines à laver, etc.).
- ➡ Les services (communications, santé, transports, loisirs, restaurants, loyers, etc.).

⁷ Disponible en ligne : <https://www.pourleco.com/le-dico-de-l-eco/inflation> , consulté le 29/12/2022.

Ces biens et services consommés par les ménages durant l'année considérée sont représentés par un « panier » de produits. Chaque produit figurant dans ce panier possède un prix qui peut varier dans le temps. Le taux annuel d'inflation est le prix total du panier au cours d'un mois donné, comparé à celui relevé durant le même mois de l'année précédente.

Le taux d'inflation est le taux de croissance du niveau général des prix. Il est mesuré comme suit :

$$\text{Tx d'inflation} = \frac{IP_t - IP(t-1)}{IP(t-1)} * 100$$

IP est l'indice des prix : est l'indicateur de variation des prix, il est mesuré comme suit :

$$IP = \frac{Q_t * P_t}{Q_t * P_o} * 100$$

L'analyse du taux d'inflation nous permet de dégager trois situations :

- Lorsque la valeur de l'inflation enregistre une augmentation par rapport à l'année précédente, on parle de *l'accélération de l'inflation* ;
- Lorsque la valeur de l'inflation enregistre une baisse par rapport à l'année précédente, on parle de *désinflation* ;
- Lorsque le taux d'inflation est négatif, on parle de *déflation*.

Remarque : la stagflation est la combinaison de trois phénomènes : inflation, chômage et faible croissance.

Section 3 : déséquilibre extérieur de la balance commerciale

La balance de paiement est un outil pour comprendre la relation économique d'un pays avec le reste du monde. Elle enregistre pendant une année l'ensemble des échanges et des opérations effectuées entre les agents économiques résidents un pays et les non-résidents.

La balance de paiement est subdivisée en des sous-balances, le solde de chacune de ces sous-balances est égale à la différence entre les entrées et les sorties de devises. Deux points qui en résultent :

- Si le solde identifié est positif, la balance de paiement est excédentaire.
- Si le solde identifié est négatif, la balance de paiement est déficitaire.

3.1. La balance commerciale

La balance commerciale est un indicateur économique qui mesure la différence entre la valeur des exportations et celle des importations de biens d'un pays sur une période donnée, généralement une année. Elle fait partie de la balance des paiements, qui retrace l'ensemble des échanges économiques d'un pays avec le reste du monde.

Le solde de la balance commerciale (SBC) est défini comme suit :

Solde de la Balance Commerciale = Exportations des biens et des services – Importations des biens et des services, $SBC = X - M$

Deux cas envisageables :

- Si le solde de la balance commerciale est supérieure à zéro, donc les exportations dépassent les importations ($X^{\circ} > M^{\circ}$), on parle donc d'une balance commerciale excédentaire.
- Si le solde de la balance commerciale est inférieure à zéro, cela reflète un volume d'importations qui dépasse largement celui d'exportations ($X^{\circ} < M^{\circ}$). On parle donc d'une balance commerciale déficitaire.

Dans le cas où on illustre une égalité entre les exportations et les importations ($X^{\circ}=M^{\circ}$), le solde de la balance commerciale sera nul. (BEN ZINEB.S, 2019, p 40).

3.2. Les facteurs agissant sur la Balance Commerciale

Plusieurs facteurs influencent la balance commerciale : la compétitivité des entreprises nationales, le niveau des prix, le taux de change, la qualité des produits exportés ou encore la conjoncture économique mondiale. Par exemple, une monnaie forte rend les exportations plus chères et les importations moins coûteuses, ce qui peut creuser le déficit commercial.

Au niveau macroéconomique, la balance commerciale a un effet direct sur la croissance économique, l'emploi et la politique monétaire. Les pouvoirs publics peuvent intervenir par des politiques de compétitivité, telles que la dévaluation, les stratégies incitatives à l'exportation, ou encore la diversification de la production nationale (Comme c'est le cas en Algérie).

Cependant, dans un contexte d'économie mondialisée et d'interdépendance accrue, la recherche d'un excédent commercial permanent peut également générer des tensions commerciales ou des déséquilibres globaux.

Au final, la balance commerciale n'est pas seulement un moyen de mesure des échanges extérieurs ; elle constitue un indicateur stratégique de la performance et de la soutenabilité du modèle économique d'un pays. Son analyse nécessite une approche globale, tenant compte des interactions entre commerce, politique monétaire, structure industrielle et dynamique de la demande mondiale.

En résumé, pour les Néo-classique, la théorie marginaliste dominante, revient sur l'importance du marché régulateur. Ce dernier réagit automatiquement et instantanément aux perturbations (Ces déséquilibres) qu'il élimine au fur et à mesure.

Questions de réflexion et d'application

- 1. Quels liens peut-on établir entre monnaie, inflation et croissance économique ?*
- 2. Que recouvre la notion de déséquilibre macroéconomique dans une économie ouverte ?*
- 3. Comment distinguer un déséquilibre conjoncturel d'un déséquilibre structurel ?*
- 4. Quels sont les principaux indicateurs permettant d'évaluer les déséquilibres macroéconomiques (taux de chômage, inflation, balance courante, dette publique, etc.) ?*
- 5. Dans quelle mesure les déséquilibres macroéconomiques sont-ils inévitables dans une économie de marché ?*
- 6. Les déséquilibres macroéconomiques peuvent-ils avoir des effets positifs à court terme ?*

*Chapitre VIII: Les institutions Économiques
Internationales et les regroupements économiques
régionaux*

Section 1 : Les institutions Économiques Internationales

1.1. La Banque Mondiale (BM)

1.2. Le fond Monétaire International (FMI)

1.3. L'Organisation Mondiale du Commerce (OMC)

Section 2 : Les Regroupements Économiques Régionaux

2.1. L'Union Européenne (UE)

*2.2. L'Association des Nations d'Asie du Sud-Est
(ASEAN)*

2.3. L'Union du Maghreb Arabe (UMA)

Chapitre VIII : Les institutions internationales et les regroupements régionaux

Les institutions internationales jouent un rôle essentiel dans l'organisation et la régulation des relations entre les États. Pratiquement, Elles ont été créées après la deuxième Guerre Mondiale (2^{ème} GM) afin de favoriser la coopération, de maintenir la paix, de promouvoir le développement économique et social, et de protéger les droits fondamentaux de l'être humain.

Une institution internationale est une organisation regroupant plusieurs États qui mettent en commun certaines compétences ou objectifs. Ces institutions servent de cadre à la négociation, à la prise de décision collective et à la mise en œuvre d'actions communes dans des domaines variés : politique, économique, social, environnemental, ou encore humanitaire.

Ceci étant dit, face à la mondialisation et aux défis économiques, politiques et sociaux du XXI^e siècle, de nombreux États ont choisi de se rassembler au sein de regroupements régionaux. Ces organisations visent à renforcer la coopération entre pays voisins afin de favoriser la stabilité, la prospérité et le développement durable.

Section 1 : Les institutions internationale

1.1. Le Fond Monétaire International (FMI)

Qu'est-ce que le Fonds monétaire international? Le Fonds monétaire international, fréquemment dénommé FMI, est un organisme indépendant du système des Nations Unies établi en 1944 pour promouvoir la santé de l'économie mondiale. La plupart des pays du monde font partie du FMI; en 2005, il comptait 184 membres.

A. les objectifs du FMI

Les principaux objectifs du FMI sont d'améliorer la santé de l'économie mondiale en encourageant le commerce international et la stabilité des taux de change et en aidant les pays à régler les problèmes de balance des paiements. (La balance des paiements est un relevé des sommes d'argent qui entrent et qui sortent d'un pays au cours d'une année. Si les sommes qui sortent d'un pays sont plus élevées que celles qui y entrent, le pays a une balance des paiements déficitaire et pourrait ne pas avoir suffisamment de réserves de devises étrangères pour financer ses importations et rembourser ses dettes extérieures.)

B. Les missions du FMI :

Selon l'article 01 du statut du FMI, cette institution a 05 missions :

- ✚ Faciliter l'extension équilibrée des échanges internationaux par la mise en place d'un régime de paiement multilatéral des transactions courantes, dans un cadre général de suppression des entraves au développement du commerce international.
- ✚ Assurer la stabilité des taux de changes : le FMI permet aux Etats membres de gérer collectivement les désordres relatifs aux déséquilibres du paiement internationaux. Pour ce faire, il s'engage à maintenir la parité de leur monnaie dans un système de change fixe qui est resté en vigueur jusqu'en 1971 date à laquelle le gouvernement américain a suspendu la convertibilité du dollar en or.
- ✚ Promouvoir la coopération monétaire internationale.
- ✚ Conseiller les pays membres en matière de politiques économique, monétaire et fiscale, encourager la coordination des politiques à l'échelle mondiale et procurer une assistance technique aux banques centrales et en matière de comptabilité, de fiscalité et autres questions financières.
- ✚ Accorder des crédits aux pays membres qui connaissent des difficultés pour maintenir l'équilibre de leur balance des paiements ou qui ont des besoins de financement de leurs politiques d'ajustement et des réformes macroéconomiques.

C. Comment le FMI procède-t-il pour atteindre ces objectifs?

Le FMI surveille la situation économique et les politiques économiques de ses pays membres. Il fournit des conseils à ses membres pour les aider à résoudre leurs problèmes économiques. Il prête de l'argent à ceux de ses pays membres qui éprouvent des difficultés de balance des paiements afin de les aider à réduire la pauvreté et à s'attaquer à d'autres problèmes économiques. Il fournit de l'assistance technique aux pays membres qui ont besoin d'aide en matière de politiques macroéconomiques.

1.2. La Banque Mondiale (BM)

Le 27 Décembre 1945, la Banque Internationale pour la Reconstruction et le Développement (BIRD) est créée pour aider l'Europe et le Japon à se reconstruire après la 2^{ème} GM. Son rôle a progressivement évolué vers le soutien de la croissance et du développement des pays en voie de développement.

En 2007, cette institution internationale prend le nom de Banque Mondiale (GUEUTIN, C A, 2013, pp 130-131).

Les sources de financement de cette institution proviennent à la fois des cotisations des 188 pays membres qui sont des actionnaires ; elle émet des obligations comme le font les Etats. De plus, elle reçoit les dons de près de 40 pays. [A noter, les pays membres du FMI sont membre de la BM].

A. Le rôle de la BM

Le rôle essentiel de la BM est de prêter des fonds aux pays en développement pour les aider à financer des infrastructures et des structures d'économie de marché. Elle œuvre pour le développement économique, social et sanitaire des pays en crises. De même, elle lutte contre la pauvreté et l'exclusion.

B. Le groupe BM :

La BM est composée de :

- a. **L'Agence internationale de Développement (AID) :** est créée en septembre 1960 suite à la pauvreté des pays les moins avancés (ayant un revenu faible) dans le domaine économique et sociale. L'aide accordé par l'AID est destiné exclusivement aux pays pauvres, la durée des prêts varie entre 30 et 40 ans, avec des taux d'intérêts nuls et une commission de gestion de 0.75% à 1%. L'AID a un fonds spécial indépendant de la BIRD, alimenté par des avances ou des dons en provenance des pays riches. Cette agence est l'une des rares structure à financer des projets non rentables tels que les écoles, les hôpitaux, les infrastructures, etc.
- b. **La Société Financière Internationale (SFI) :** Affiliée à la BIRD, créée en 1955, rentrée en vigueur en 1956, la SFI complète les activités de la BIRD en encourageant le secteur privé dans les pays en développement, soit en leur accordant des crédits, soit en participant au capital des entreprises quelle finance (actionnaire). Contrairement à l'AID, la SFI a son propre personnel et capital qu'elle gère selon le critère de rentabilité.
- c. **Centre International pour le Règlement des Différends relatifs aux Investissements (CIRDI) :** créé en 1966.
- d. **Agence Multinationale de Garanties des Investissements (AMGI) :** créée en 1988.

La BIRD, l'AID, la SFI, le CIRDI et l'AMGI constitue ce qu'on appelle communément le groupe Banque Mondiale. [l'Algérie a adhéré à la BIRD le 26/09/1963, à la AID le 26/09/1963, à la SFI le 23/09/1990, à au CIRDI le 22/03/1996 et enfin à l'AMGI le 04/06/1996].

B. Les objectifs de la BM :

Les objectifs de la BM ont évolué au cours des années, dont les plus importants sont :

- a. Réduire pauvreté et assurer la croissance économique par l'investissement dans les secteurs « non rentables » tels que l'eau potable, l'éducation et le développement durable, etc.
- b. Favoriser la création des très petites entreprises.
- c. En réponse aux critiques, la BM a adopté une série de politiques en faveur de la sauvegarde de l'environnement et du social, visant à s'assurer que leurs projets n'aggravaient pas le sort des populations des pays aidés. En dépit de ces politiques, les projets de la Banque mondiale sont souvent critiqués par les organisations non gouvernementales (ONG) pour ne pas lutter efficacement contre la pauvreté et de négliger les aspects sociaux et environnementaux dans leurs projets. Les prêts sont versés en fonction de considérations purement économiques, le régime politique du pays bénéficiaire quant à lui n'est pas pris en compte.

1.3. L'Organisation Mondiale du Commerce (OMC)

Le développement du commerce mondial a rendu indispensable la création d'une institution internationale pour encadrer les échanges entre le pays.

A la fin de la seconde GM, les pays occidentaux s'organisent pour mettre en place des mesures de libéralisation du commerce mondial. En 1947, à Genève (En Suisse), 23 pays signent l'Accord Général sur les Tarifs Douaniers et le Commerce [GATT : General Agreement on Tariffs and Trade]. Il s'organise en périodes de négociations appelées « *Rounds* ».

1.1.1. Les principes généraux du GATT

L'objectif du GATT est la diminution des droits de douanes et la suppression des entraves au libre-échange. Le GATT est fondé sur un ensemble de principes fondamentaux:

- A. **La clause de la nation la plus favorisée (NPF)** : Cette clause impose qu'un avantage commercial accordé par un État à un autre (réduction tarifaire, facilitation administrative, etc.) soit automatiquement étendu à tous les autres membres du GATT. Elle garantit l'égalité de traitement et empêche les discriminations entre partenaires commerciaux. La NPF constitue ainsi un principe central du multilatéralisme.
- B. **Les clauses sur les restrictions quantitatives** : Le GATT interdit en principe les quotas et autres limitations quantitatives à l'importation ou à l'exportation, car elles constituent des obstacles plus importants que les droits de douane. Certaines exceptions existent toutefois, notamment pour des raisons de sécurité nationale, de protection de la balance des paiements ou de sauvegarde de certains secteurs.
- C. **Les clauses de sauvegarde et les exceptions** : Le GATT reconnaît que dans certaines situations, un État peut devoir protéger temporairement une industrie menacée. Les clauses de sauvegarde autorisent alors l'adoption de mesures restrictives limitées dans le temps. Le traité prévoit également des exceptions générales en cas de nécessité, comme la protection de la santé, de l'environnement ou de l'ordre public (article XX).
- D. **Les clauses relatives au règlement des différends** : Le GATT prévoit un mécanisme permettant aux États de résoudre leurs conflits commerciaux par la consultation et l'arbitrage. Ce système, perfectionné avec la création de l'OMC en 1995, contribue à maintenir la stabilité du commerce mondial.

1.1.2. L'Organisation Mondiale du Commerce (OMC) :

L'OMC s'inscrit dans la continuité des négociations du GATT. Elle est entrée en vigueur le 1 Janvier 1995. Le siège de l'OMC est toujours à Genève. Elle compte désormais 189 pays membres et supervise ainsi la quasi-totalité des échanges commerciaux mondiaux (98 % du commerce mondial)

La première fonction attribuée à l'OMC est la libéralisation des échanges de marchandises en reprenant les principes du GATT. Des fonctions supplémentaires lui ont été attribuées, notamment la libéralisation des échanges de services sur les mêmes principes que les marchandises. Dans ce sens, l'OMC est dotée d'un outil judiciaire qui permet de régler les différends commerciaux : l'ORD.

A. Les principes fondamentaux de l'OMC

L'OMC repose sur un ensemble de principes destinés à favoriser un commerce international ouvert, prévisible et équitable. Ces principes structurent l'ensemble des accords conclus dans le cadre de l'organisation.

A1. La non-discrimination

C'est le principe fondamental sur lequel est basé l'OMC. Il comporte deux volets :

- **Clause de la nation la plus favorisée (NPF)** : tout avantage commercial accordé à un pays membre doit être étendu à tous les autres membres.
- **Traitement national** : une fois qu'un produit étranger est entré sur le marché, il doit être traité de la même manière qu'un produit national, sans discrimination.

A2. La transparence

Les États doivent publier leurs réglementations commerciales, notifier leurs mesures et permettre la prévisibilité des politiques commerciales. Cela inclut la stabilité des droits de douane et des autres règles affectant le commerce.

A3. La libéralisation progressive du commerce

L'OMC encourage la réduction négociée des barrières commerciales, surtout tarifaires, par cycles de négociations. Le libéralisme n'est donc pas imposé, mais se construit par accords successifs.

A4. La concurrence loyale

L'OMC cherche à garantir un environnement commercial non faussé. Les accords encadrent les subventions, la concurrence déloyale, le dumping, ainsi que les pratiques anti concurrentielles.

A5. Le règlement des différends

L'OMC dispose d'un système juridictionnel destiné à régler les conflits commerciaux entre membres. Il assure le respect des règles et joue un rôle clé dans la stabilité du système commercial mondial.

A. Les limites de l'OMC

En fin, Malgré les avancées qui ont permis de corriger les insuffisances du GATT, l'OMC se heurte aujourd'hui à de nouveaux défis.

L'organisation apparaît parfois débordée par les intérêts divergents de ses membres, et la règle du consensus complique de plus en plus les prises de décision. L'essor de puissances émergentes comme le Brésil, la Chine ou l'Inde a favorisé la formation de coalitions capables de bloquer certaines initiatives proposées par les pays occidentaux, notamment dans les domaines agricole et social.

Face à ces difficultés, nous constatons depuis quelques années un regain d'intérêt pour les accords commerciaux régionaux, en rupture avec la logique multilatérale promue par l'OMC.

Section 2 : les principaux regroupements régionaux

La création d'un espace régional correspond à la constitution d'un marché intérieur entre plusieurs pays. Le libre-échange règne à l'intérieur de ce marché et cet espace régional applique des règles protectionnistes par rapport aux pays étrangers à cet espace.

2.1. Les différents degrés d'intégration économique

Les espaces régionaux ont émergé à partir des années 1960. Elles résultent de la volonté de plusieurs pays de favoriser les échanges commerciaux entre eux tout en se protégeant de la concurrence des pays extérieurs à ces accords.

Il existe cinq différents degrés d'intégration :

A. Les accords de libre échange

La première étape de l'intégration régionale est l'accord de libre-échange (ALE) ou l'accord commercial préférentiel (ACP). L'ALE suppose l'élimination des tarifs et des quotas d'importation entre les pays signataires. Il peut se limiter à quelques secteurs ou viser la totalité des échanges. Il peut aussi prévoir des mécanismes officiels de résolution des différends.

L'ALE impose peu de restriction aux membres. Il ne comporte aucune autre forme d'harmonisation des règlements, normes ou politiques économiques. Les pays signataires de l'accord gardent leurs propres politiques commerciales à l'égard des pays qui ne sont pas membre de cet accord. Parmi les principaux ALE nous pouvons citer l'ALENA.

B. L'union douanière

Une union douanière est un accord commercial régional à travers lequel les Etats membres ont adopté une politique commerciale commune vis-à-vis des pays tiers. Cette politique commerciale définit des tarifs extérieurs communs, la redistribution des recettes entre Etats et les politiques de coopération économique.

L'union douanière pousse plus loin la notion de libre-échange puisque, outre la suppression des obstacles internes au commerce, elle exige des pays qui en font partie qu'ils harmonisent leurs politiques commerciales extérieures. Cela suppose l'imposition d'un tarif extérieur et de quotas d'importation communs sur les produits provenant de pays tiers, de même qu'une possibilité de s'entendre sur les recours commerciaux, comme les mesures anti dumping. Les principales unions douanières sont :

- ✓ L'UE ;
- ✓ Le MERCOSUR ;
- ✓ La Communauté de l'Afrique de l'Est (CAE) ;
- ✓ La Communauté Economique et Monétaire de l'Afrique Centrale (CEMAC) ;
- ✓ L'UE – Turquie ;
- ✓ Union Economique et Monétaire Ouest Africaine (UEMOA) ;...

Par contre l'ALENA ne constitue pas une union douanière et il ne prévoit pas d'en devenir une. Le processus vers une union douanière est très complexe.

C. Le marché commun

Le marché commun représente un pas important dans l'intégration régionale. Au-delà des dispositions fixées par l'union douanière, il supprime les obstacles à la circulation des personnes, des capitaux et d'autres ressources à l'intérieure de la zone, toute en supprimant les barrières non tarifaires au commerce, citons l'exemple du traitement réglementaire des normes sur les produits.

D'une manière générale, l'établissement d'un marché commun exige une grande harmonisation des politiques dans plusieurs domaines.

Les principaux marchés communs sont :

- ✓ Le marché commun européen : il est né du traité de Rome, c'est le premier à être mis en place à partir de 1968, regroupe les différents pays européens qui décident de supprimer une à une les barrières internes à la libre circulation des biens et services, des capitaux et des personnes, ce qui a donné naissance à l'UE

- ✓ Le marché commun centraméricain : il regroupe depuis 1960, six petit pays de l'Amérique centrale
- ✓ Le marché commun du Golf : il regroupe les six pays pétromonarchies du Golfe persique.
- ✓ Le marché commun de l'Afrique orientale australe : créé depuis 1981 sous forme d'union douanière puis transformé en marché commun.

L'union économique

L'union économique est la forme la plus poussée d'intégration régionale. Elle suppose un marché commun auquel s'ajoute l'harmonisation d'un certain nombre de domaines stratégiques. Autrement dit, une union économique est un ensemble de pays dont les membres ont harmonisé leurs différentes politiques économiques et fiscales. Plus précisément, elle comporte une coordination officielle des politiques monétaires et budgétaires ainsi que des politiques relatives au marché du travail, au développement régional et à l'industrie.

Souvent, l'union économique s'accompagne d'une monnaie unique et d'une politique monétaire unifiée. Cette intégration exige des institutions supranationales qui adoptent des lois sur le commerce pour assurer une uniformité dans l'application des règles à l'intérieure de l'union.

L'union économique et monétaire / intégration économique régionale totale

Cette union représente le stade final d'une intégration régionale. Elle présuppose l'unification des politiques monétaires, fiscales et sociales, et insiste sur la mise en place d'une autorité supranationale.

La principale union économique et monétaire dans le monde est celle de l'UE, c'est-à-dire la zone euro.

2.2. Les principaux regroupements régionaux

Comme cité précédemment, Face à la mondialisation et aux difficultés du multilatéralisme, de nombreux États ont choisi de renforcer leur coopération au sein de regroupements régionaux, dont nous citons :

A. L'Union du Maghreb Arabe (UMA)

Créée en 1989, regroupe cinq pays d'Afrique du Nord : l'Algérie, le Maroc, la Tunisie, la Libye et la Mauritanie. Son objectif principal est de renforcer la coopération économique, politique et sociale entre ses membres afin de constituer un espace intégré capable de favoriser le développement régional. Malgré un potentiel considérable — marché

de plus de 100 millions d'habitants, proximité géographique, ressources énergétiques importantes — l'UMA peine cependant à concrétiser ses ambitions, de ce fait, les échanges intra-maghrébins restent faibles et l'organisation demeure l'un des regroupements régionaux les moins intégrés au monde. Pourtant, dans un contexte de mondialisation et de défis communs, le Maghreb disposerait d'atouts majeurs pour tirer profit d'une coopération renforcée.

B. L'Union Européenne (UE)

L'Union européenne constitue aujourd'hui l'un des regroupements régionaux les plus avancés. Initialement fondée pour assurer la paix et la coopération économique en Europe occidentale, elle a progressivement évolué vers un ensemble doté d'un marché unique, d'une union douanière et, pour certains États, d'une monnaie commune (l'euro). L'UE se distingue par l'importance de ses institutions supranationales et par la profondeur de son intégration politique, juridique et économique.

C. L'ALENA

Créé en 1994 sous le nom d'ALENA et renégocié en 2020 sous l'appellation AEUMC, ce regroupement vise à faciliter les échanges entre les États-Unis, le Canada et le Mexique. Il constitue l'un des plus grands blocs commerciaux du monde. Bien que l'intégration y soit moins poussée que dans l'UE, l'accord a fortement développé les chaînes de valeur nord-américaines, notamment dans les secteurs automobile, agricole et industriel.

D. L'Union Africaine (UA) et la ZLECA

L'Union africaine, créée en 2002, cherche à favoriser l'intégration politique et économique du continent africain. Sa plus ambitieuse réalisation récente est la Zone de Libre-Echange Continentale Africaine (ZLECAF), entrée en vigueur en 2021. Celle-ci vise à créer le plus vaste marché commun du monde en nombre d'États participants, afin de stimuler le commerce intra-africain encore très limité.

E. L'ASEAN (Association des nations de l'Asie du Sud-Est)

Créée en 1967, l'ASEAN rassemble des pays tels que l'Indonésie, la Malaisie, la Thaïlande, le Vietnam ou encore Singapour. L'organisation est devenue un acteur majeur de la zone Asie-Pacifique. Elle a réalisé des avancées importantes en matière de coopération économique, de stabilité régionale et de développement, notamment grâce à la création de l'ASEAN Economic Community (AEC), qui vise à instaurer un marché plus intégré.

En résumé, ces regroupements régionaux jouent un rôle clé dans l'organisation du commerce mondial. En facilitant les échanges, en harmonisant les règles et en renforçant les liens politiques entre pays voisins, ils apparaissent comme des alternatives ou des compléments à l'OMC, surtout dans un contexte où le multilatéralisme traverse une période d'incertitude.

Questions de réflexion et d'application

1. *Quelle est la différence entre le FMI et la Banque mondiale ?*
2. *Les institutions de Bretton Woods répondent-elles encore aux besoins actuels des pays en développement ?*
3. *Comment l'OMC gère-t-elle les différends entre ses membres ?*
4. *Dans quelle mesure les organisations régionales (UE, ASEAN, UA...) complètent-elles ou concurrencent-elles les institutions internationales globales ?*
5. *Pourquoi certains États critiquent-ils la gouvernance du FMI et de la Banque mondiale ?*

Conclusion générale

Ce modeste polycopié, servant également de support de cours destinée aux étudiants de première année, a pour objectif d'aider chacun à mieux comprendre certaines notions et concepts fondamentaux de la science économique. Toutefois, il demeure incomplet, car cette discipline, à la fois vaste et complexe, ne saurait être entièrement résumée en quelques chapitres.

Nous avons adopté un style académique simple et accessible, tout en respectant rigoureusement le programme officiel tel que tracé par le ministère, afin d'assurer un contenu objectif, cohérent, bien structuré et utile tant sur le plan scientifique que pédagogique.

Nous tenons à rappeler que :

Les premiers et deuxièmes chapitres sont consacrés à l'objet et la problématique de la science économique, qui résident dans l'arbitrage entre la rareté des ressources et l'infinité des besoins. Ils reviennent également, sur la nécessité de maîtriser les méthodes d'analyse économique pour mieux comprendre les phénomènes auxquels nous sommes confrontés quotidiennement.

Le troisième et quatrième chapitre est désormais, consacrés à la présentation de l'activité le troisième définit les différents agents économiques et présente en détail les actions économiques qu'ils exercent. Il met en évidence les relations qui existent entre eux, synthétisées à travers le circuit économique et les différents flux réels et monétaires qui le composent.

Le cinquième chapitre s'est attaché à analyser les différentes formes et fonctions traditionnelle de la monnaie. Il propose également une le rôle économique de la monnaie, à savoir le financement de l'activité économique

Le sixième chapitre revient sur l'analyse des principaux déséquilibres macro-économiques à savoir : la croissance économiques, l'emploi et le chômage ainsi que le phénomène de l'inflation. Au cours de l'analyse, nous nous somme concentré sur les causes et les politiques mis en place pour faire face à ces déséquilibres

Enfin, le dernier chapitre est consacré à la présentation d'une manière très brève, des trois grandes institutions internationales : le FMI, la BM et l'OMC, dans un premier lieu, et les principaux regroupements régionaux, dans un second lieu.

Au-delà des cours magistraux, ce document met à disposition divers supports complémentaires utiles pour les travaux dirigés (TD). Il comprend notamment, des questions de réflexion ainsi que des études de cas.

La bibliographie

- ✚ **ABDELLAOUI, M**, (2010), cours Introduction a l'économie, Université Mohammed Ben Abdellah.
- ✚ **ARROUS, J**, (1994), Introduction à l'économie politique, éd Dalloz, paris.
- ✚ **BADE, R**, (2016), Initiation à l'économie, éd ERPI, Canada.
- ✚ **BARRE, R et FONTANEL, J** (1993), Principes de politique économique, OPU.
- ✚ **Alternatives économiques**, (2014), l'économie en 30 questions, collections Repères, Paris.
- ✚ **BENSEBAA, F B et ENSELME, X**, (2004), Économie, éd Vuibert, paris.
- ✚ **BEN ZINEB, S**, (2011/2017), Cours de macroéconomie I. Licence. Tunisie. Disponible en ligne : <http://hal.archive-ouvertes.fr>, consulté le 25/05/2023
- ✚ **BOUDIER-BENSEBAA, F et ENSELME, X**, (2003), Économie, éd Vuibert, Paris.
- ✚ **BOSSERELLE, E** , (2012), Economie Générale, 5^{ème} édition, Hachette supérieur, Paris.
- ✚ **BIACABE, JL**, (2013), Introduction à l'économie, éd Pearson, Paris.
- ✚ **BOURACHOT. H**, (2004), Cours d'économie générale. Ed Ellipses, Paris.
- ✚ **BRAQUET, L et MOUREY, D**, (2015), Comprendre les fondamentaux de l'économie, introduction approfondie à l'économie', éd De Boeck, Bruxelles.
- ✚ **CAPUL, J I et GARNIER, O**, (2003), Dictionnaire d'économie et des Sciences sociales, éd Hatier, Paris.
- ✚ **CHAMPEYRACHE, C**, (2009), Introduction générale à l'économie, microéconomie, macroéconomie, ed Ellips, paris.
- ✚ **CHKOUNDALI. R**, (2006,) Cours introduction à l'économie, 1ère Année Sciences Economiques et de Gestion, UNIVERSITE DE TUNIS, disponible en ligne, https://www.academia.edu/42175774/COURS_INTRODUCTION_A_LECONOMIE

[1 %C3%A8re Ann%C3%A9e Sciences Economiques et de Gestion Ridha CHK](#)

[OUNDALI](#) , consulté le 28/05/2023.

- ✚ **COMRE, E, (1999)**, Précis d'économie, PUF, France.
- ✚ **COSTA, P, (2007)**, Fiches d'économie générale, rappels de cours et exercices, éd ellipses, paris.
- ✚ **COSTA, P, (2021)**, Économie : cours d'introduction à l'analyse économique. Licence. Cours commun d'Economie du cursus ingénieur-centralien, Ecole Centrale Supélec, France, disponible en ligne : <https://centralesupelec.edunao.com/course/view.php?id=4209>, consulté le 25/06/2023.
- ✚ **DEMONBRIAL, TH et FAUCHARD, E, (2007)**, Introduction à l'économie, microéconomie et macroéconomie, éd Dunod, paris.
- ✚ **DEMONBRIAL, TH et FAUCHARD, E, (2012)**, Introduction à l'économie, microéconomie et macroéconomie, manuel et exercices corrigés, éd Dunod, paris.
- ✚ Dictionnaire de l'économie AZ, 2000.
- ✚ Dictionnaire de l'autre économie, 2005.
- ✚ Dictionnaire de l'économie et de la science sociale, 2007.
- ✚ Dictionnaire thématique de sciences économiques et sociales, 1995.
- ✚ Lexique d'économie, 2012
- ✚ **DKHISSI, A**, Introduction à l'étude des sciences économiques, disponible en ligne, <https://www.studocu.com/row/document/universite-ibn-tofail/introduction-a-leconomie/ch1-introduction-a-leconomie-generale/47785901> , consulté le 22/09/2024.
- ✚ **GENEREUX, J, (2001)**, Introduction à l'économie, éd Editions du Seuil, Paris.
- ✚ **GUEUTIN, C A, (2013)**, L'essentiel de l'économie internationale, éd Ellipses, Paris.
- ✚ **HELLEBODE. CH**, Cours en ligne sur la Monnaie et le financement de l'AE, disponible sur : <https://www.melchior.fr/cours/complet/cours-2-la-monnaie-et-le-financement-de-l-economie>, consulté le 23/09/2024.
- ✚ **KHELADI, M, (2011)** Introduction à l'économie politique, ed OPU.
- ✚ Lecaillon, J D et Le Page, J M, (2013), Economie Contemporaine : Analyse et diagnostics ». 4^{ème} édition. De Boeck Supérieur. Belgique.
- ✚ **LAGRANDEVILLE, O, (1995)**, Principes d'économie, éd Economica, paris.
- ✚ **LONGATTE, J et VANHOVE, P, (2013)**, Économie Générale, 7^{ème} édition Dunod, Paris.
- ✚ **LONGATTE, J et VANHOVE, P, (2016)**, Économie générale en 36 fiches, ed Dunod, Paris.

- ✚ **MANKIW, N G**, (1998), Principes de l'économie, éd Economica, Paris.
- ✚ **MERADI, O**, (2018), Polycopié de cours Introduction à l'Économie, Université de Bejaia.
- ✚ **MONIER, P**, (2013), « L'économie générale ». 7^{ème} édition, éd Lextenso, Paris.
- ✚ **MOUREY, D**, (2015), Comprendre les fondements de l'économie, éd De boeck, Bruxelles.
- ✚ **MZIOU, F et FOURATI, W**, Economie générale I, disponible en ligne : <https://www.mcours.net/cours/pdf/leilclic1/leilclic110.pdf> , consulté le 29/08/2023.
- ✚ **OLIVE, G**, (1976), Inflation de quoi parlons-nous ?, Dossiers Économie et Statistique N° 77, avril
- ✚ **PLIHON, D**, (2013), la monnaie et ses mécanismes, éd la Découverte, Paris.
- ✚ **POULON, F**, (2015), Economie générale, éd Dunod, Paris.
- ✚ **ROUX, V**, (2005), Grands problèmes politiques, éd Ellips, paris.
- ✚ **SASSI -TMAR, A**, (2017), Introduction à l'économie générale contemporaine, support de cours, université de Tunis, disponible en ligne : <https://enit.rnu.tn/fr/Minds/Eco/cours%20economie%20general.pdf> , consulté le 29/08/2023.
- ✚ **SAMUELSONM, P et NORDHAUS**, (2005), Économie, éd Economica, 18^{ème} édition.
- ✚ **SAY, J B**, (1990), Traité d'économie politique, ENAG, Alger.
- ✚ **VASSEUR, E**. (2011), L'économie en 50 fiches, Ed Ellipses, Paris.

Liste des tableaux

Tableau 1: Les différentes situations de marché	36
Tableau 2: Synthèse des différents types de marchés	37
Tableau 3: principales différences entre le système socialiste et le système capitaliste.....	44

Liste des figures

Figure 1: Synthèse pour comprendre ce qu'est la science économique, ce qu'elle étudie	25
Figure 2: La courbe des possibilités de production.....	26
Figure 3: la courbe de l'offre et de la demande.....	35
Figure 4 : Le circuit économique.....	38
Figure 5: Les courbes de PM et Pm.....	49
Figure 6: Répartition de la VAB	51
Figure 7: La répartition des revenus issus de la production	53
Figure 8: les formes de l'épargne	59
Figure 9: Relation : Revenu (Y), la Consommation © et l'Épargne (S)	61
Figure 10: Synthétise les trois fonctions de la monnaie	68

TABLE DES MATIERES

Chapitre I : L'objet de la science économique et la nature de l'activité économique.....	12
Section 1 : L'objet de la science économique	13
1.1. L'émergence du concept « Economie »	13
1.2. Définition du concept « Economie »	17
1.3. La relation entre l'économie et les autres sciences	18
1.4. La méthode et champs d'analyse de la Science Economique :	19
Section 2 : La nature de l'activité économique	20
Chapitre II : La problématique de la Science Economique	23
Section 1 : Les besoins illimités	23
1.1. Définition d'un besoin	23
1.2. Les caractéristiques	23
1.3. La classification des besoins	23
Section 2 : Les biens limités	24
2.1. Définition des biens	24
2.1. Les types de biens	24
Section 3 : La rareté et les choix efficaces	25
Chapitre III : présentation de l'activité économique	30
Section 1 : Les agents économiques	30
1.1. Définition d'un agent économique	30
1.2. Typologie d'agents économiques	30
Section 2 : Les opérations économiques	32
2.1. Les opérations sur biens et services (OBS)	32
2.2. Les opérations de répartition (OR)	33
2.3. Les opérations financières (OF)	34
Section 3 : Les Marchés	34

3.1. Définition d'un marché	34
3.2. Les composantes d'un marché	35
3.3. Les différents types de marchés :	35
Section 3 : Le circuit économique	38
Chapitre IV : Les systèmes économiques	41
Section 1 : le système socialiste : les fondements et les principes	41
1.1. Définition du concept « Socialisme »	41
1.2. Les objectifs du système socialiste	42
Section 2 : le système capitaliste : fondement et principes	42
2.1. Définition du concept « capitalisme »	43
2.2. Les objectifs du capitalisme	43
Section 3 : récapitulatif des principales différences entre les deux systèmes	43
Chapitre V : Les fonctions économiques : La fonction « production »	47
Section 1 : Les mécanismes de production et de répartition	47
1.1. La fonction de production	47
1.2. La fonction de « Répartition »	50
Section 2 : L'utilisation du Revenu	53
2.1. : La fonction « Investissement »	54
2.2. La fonction « Consommation »	56
2.3. La fonction d'épargne	58
Chapitre VI : La Monnaie et le financement de l'Activité Économiques	63
Section 1 : Genèse et évolution du concept « Monnaie »	64
1.1. Définition de la Monnaie	65
1.2. Les formes de la monnaie	66
1.3. Les fonctions de la monnaie	67
1.3. Le rôle économique de la monnaie : le financement de l'AE	68
Section 2 : la création monétaire : Comment et qui décide des quantités ?	69

2.1. Les agrégats monétaires	69
2.2. Comment et qui crée de la monnaie ?	70
2.3. Qui décide au final de la quantité de monnaie à créer ?.....	72
2.3. Création monétaire : quels effets sur l'économie nationale ?	73
Chapitre VII : Les grands déséquilibres macroéconomiques	77
Section 1 : Le chômage	77
1.1. Définition du chômage.....	77
1.2. Les différents types de chômage.....	78
1.3. Le taux de chômage	78
Section 2 : L'inflation	79
2.1. Définition	79
2.4. Les origines de l'inflation	79
2.5. Les types d'inflation	81
2.6. Mesure de l'inflation.....	81
Section 3 : déséquilibre extérieur de la balance commerciale	82
3.1. La balance commerciale.....	83
3.2. Les facteurs agissant sur la Balance Commerciale	83
Chapitre VIII : Les institutions internationales et les regroupements régionaux.....	87
Section 1 : Les institutions internationale	87
1.1. Le Fond Monétaire International (FMI)	87
1.2. La Banque Mondiale (BM).....	88
1.3. L'Organisation Mondiale du Commerce (OMC)	90
Section 2 : les principaux regroupements régionaux	93
2.1. Les différents degrés d'intégration économique	93
2.2. Les principaux regroupements régionaux	95
La bibliographie	100